

Bruxelles, le 23 septembre 2026
(OR. en)

13533/26

COASI 181
ASIE 41
CFSP/PESC 1498
PE 108
ECOFIN 1212
WTO 105
COHOM 120

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	Pour la secrétaire générale de la Commission européenne, Madame Martine DEPREZ, directrice
Destinataire:	Madame Thérèse BLANCHET, secrétaire générale du Conseil de l'Union européenne
N° doc. Cion:	JOIN(2026) 22 final
Objet:	RAPPORT CONJOINT AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL Region administrative spéciale de Hong Kong : Rapport annuel 2025

Les délégations trouveront ci-joint le document JOIN(2026) 22 final.

p.j.: JOIN(2026) 22 final



COMMISSION
EUROPÉENNE

LE HAUT REPRÉSENTANT DE
L'UNION POUR LES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES ET LA
POLITIQUE DE SÉCURITÉ

Bruxelles, le 22.9.2026
JOIN(2026) 22 final

RAPPORT CONJOINT AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL

Region administrative spéciale de Hong Kong :

Rapport annuel 2025

RAPPORT CONJOINT AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL

RÉGION ADMINISTRATIVE SPÉCIALE DE HONG KONG:

RAPPORT ANNUEL 2025

Synthèse

Depuis la rétrocession de Hong Kong à la République populaire de Chine en 1997, l'Union européenne (UE) et ses États membres suivent de près l'évolution de la situation politique et économique dans la région administrative spéciale (RAS) de Hong Kong.

Afin de respecter l'engagement pris en 1997 à l'égard du Parlement européen, la Commission et le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité/vice-président de la Commission publient un rapport annuel sur l'évolution de la situation à Hong Kong. Au fil des ans, l'accent a été mis sur la mise en œuvre du principe «un pays, deux systèmes» et sur l'autonomie de Hong Kong déclarée dans la loi fondamentale de Hong Kong.

Le présent document, qui constitue le 28^e rapport, porte sur l'année 2025. En 2025, Hong Kong est demeuré le troisième plus grand centre financier au monde (et le plus grand en Asie) ainsi qu'un important pôle commercial et logistique. Avec quelque 1 770 entreprises de l'UE actives à Hong Kong, l'UE rassemble le plus grand contingent d'entreprises étrangères non chinoises présentes dans la RAS. Près de la moitié de ces entreprises menaient des activités régionales depuis Hong Kong. Les ressortissants des États membres de l'UE ont continué d'apporter une contribution importante à l'économie et à la société de la RAS, notamment dans les domaines des sciences, de l'éducation et de la culture. Le système de common law de Hong Kong ainsi qu'un système fiscal simple doublé d'un faible taux d'imposition sont des caractéristiques qui contribuent à préserver l'attractivité de la RAS pour les entreprises internationales.

Sur le plan politique, l'année a été marquée par les événements suivants: i) l'adoption d'actes infralégislatifs supplémentaires en matière de sécurité nationale, ii) la deuxième élection du Conseil législatif «réservée exclusivement aux patriotes», caractérisée par un mécanisme de vérification des antécédents politiques, iii) le rejet, par le Conseil législatif, d'une proposition de loi reconnaissant les partenariats entre personnes de même sexe et iv) une attention constante portée à la sécurité nationale au cours de la cinquième année suivant l'entrée en vigueur de la loi sur la sécurité nationale, illustrée notamment par des affaires judiciaires très médiatisées. La grande autonomie dont jouit Hong Kong ainsi que les libertés et droits fondamentaux de la population hongkongaise ont continué de s'éroder, alors que la Chine est légalement tenue de les préserver au moins jusqu'en 2047.

En 2025, les procès intentés en vertu de la loi sur la sécurité nationale de 2020 et d'autres actes législatifs contre des militants, des défenseurs et des responsables politiques prodémocratie se sont poursuivis. En décembre, le tribunal a condamné Jimmy Lai, patron de médias et militant prodémocratie, pour atteinte à la sécurité nationale et sédition. Le procès, qui a connu des retards importants, a duré deux ans. Lai se trouve en détention depuis le 31 décembre 2020, la plupart du temps en isolement cellulaire.

En ce qui concerne l'affaire visant l'Alliance hongkongaise de soutien aux mouvements patriotiques et démocratiques de Chine, qui organisait des veillées pour commémorer la

répression, sur la place Tian'anmen en 1989, des manifestations en faveur de la démocratie en Chine, le procès a été reporté pour la deuxième fois et reprogrammé au 21 janvier 2026. Un grand nombre des prévenus, dont certains passent de longues périodes en isolement cellulaire, se trouvent en détention depuis septembre 2021.

La procédure d'appel de 12 responsables politiques et militants prodémocratie condamnés au regard de la loi sur la sécurité nationale pour avoir participé à des élections primaires en 2020 s'est déroulée entre les 14 et 17 juillet. En mai 2024, le tribunal avait condamné 45 des 47 prévenus dans l'affaire initiale, communément appelée «Hong Kong 47».

Les autorités ont également engagé de nouvelles poursuites au titre de la loi sur la sécurité nationale et de l'ordonnance sur la sauvegarde de la sécurité nationale (Safeguarding National Security Ordinance). Le 6 juin, le militant Joshua Wong a fait l'objet d'une nouvelle inculpation pour «conspiration en vue de commettre des actes de collusion avec des forces étrangères». Wong purge actuellement une peine de prison de 4 ans et 8 mois dans le cadre de l'affaire de subversion «Hong Kong 47». Il devait initialement être libéré en janvier 2027. En décembre 2025, les autorités ont invoqué l'infraction d'«entrave aux enquêtes sur les infractions portant atteinte à la sécurité nationale» et celle consistant en des «entraînements militaires ou paramilitaires non autorisés» («unlawful drilling»), infractions désormais prévues par l'ordonnance sur la sauvegarde de la sécurité nationale, également connue sous le nom de législation fondée sur l'article 23 et adoptée en 2024. Kwok Yin-sang, père de la militante en exil Anna Kwok, a été poursuivi pour avoir tenté de gérer les avoirs financiers de sa fille, autre infraction nouvelle créée par l'ordonnance sur la sauvegarde de la sécurité nationale. Il s'agit de la première affaire dans laquelle un membre de la famille d'un militant recherché est accusé d'atteinte à la sécurité nationale.

Faisant une application extraterritoriale de la loi sur la sécurité nationale, les autorités de Hong Kong ont émis des mandats d'arrêt assortis de primes contre 15 autres militants étrangers pour leur participation alléguée à l'organisation «Hong Kong Parliament», dont un citoyen européen résidant en Allemagne. Au total, la police a émis des mandats d'arrêt visant 34 personnes résidant à l'étranger.

En 2025, les tribunaux ont continué à statuer en faveur de la promotion des droits des personnes LGBTIQ+. Toutefois, le Conseil législatif a rejeté un projet de loi visant à établir un cadre distinct pour les partenariats entre personnes de même sexe, exigence pourtant imposée par la Court of Final Appeal de Hong Kong (juridiction de dernier recours) en septembre 2023; des mesures administratives correctives doivent encore être annoncées.

À plusieurs reprises, l'UE a fait part de ses préoccupations concernant l'érosion de la grande autonomie dont jouit Hong Kong ainsi que des libertés fondamentales, tant dans des déclarations publiques que lors d'échanges privés avec des fonctionnaires de Hong Kong et du gouvernement central.

La porte-parole de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité a fait des déclarations concernant Hong Kong, qui portaient sur les questions suivantes:

- 30 juin 2025 — déclaration de la porte-parole sur le 5^e anniversaire de la loi sur la sécurité nationale¹;

¹ Déclaration de la porte-parole sur le cinquième anniversaire de la loi sur la sécurité nationale, 30 juin 2025, disponible à l'adresse suivante: https://www.eeas.europa.eu/eeas/hong-kong-statement-spokesperson-fifth-anniversary-national-security-law_en.

- 31 juillet 2025 — déclaration de la porte-parole sur les mandats d'arrêt extraterritoriaux²;
- 15 décembre 2025 — déclaration de la porte-parole sur le verdict rendu dans l'affaire «Jimmy Lai»³.

Les publications de la porte-parole de l'Union européenne sur X (anciennement Twitter) concernant Hong Kong ont porté sur les questions suivantes:

- 22 février 2025 — publication de la porte-parole de l'Union européenne sur le rétrécissement croissant de l'espace dévolu à la société civile⁴;
- 4 juin 2025 — publication de la porte-parole de l'Union européenne sur le 36^e anniversaire des événements de la place Tian'anmen⁵;
- 29 novembre 2025 — publication de la porte-parole de l'Union européenne sur l'incendie tragique survenu dans le district de Tai Po⁶.

La publication du bureau de l'Union européenne sur X (anciennement Twitter) concernant Hong Kong a porté sur la question suivante liée aux droits de l'homme:

- 11 septembre 2025 — publication sur l'engagement de l'UE en faveur des droits des personnes LGBTIQ+⁷.

Les déclarations du G7 concernant Hong Kong ont porté sur les questions suivantes:

- 8 août 2025 — déclaration du Mécanisme de réponse rapide du G7 sur les mandats d'arrêt de Hong Kong⁸;
- 17 décembre 2025 — déclaration des ministres des affaires étrangères du G7 sur le verdict rendu à l'encontre de Jimmy Lai à Hong Kong⁹.

L'UE a fait part des préoccupations que lui inspirait l'évolution de la situation à Hong Kong dans la déclaration qu'elle a lue lors de la 80^e session de la Troisième Commission de

² Déclaration de la porte-parole sur les mandats d'arrêt extraterritoriaux, 31 juillet 2025, disponible à l'adresse suivante:

https://www.eeas.europa.eu/eeas/hong-kong-statement-spokesperson-extraterritorial-arrest-warrants_en.

³ Déclaration de la porte-parole sur le verdict rendu dans l'affaire «Jimmy Lai», 15 décembre 2025, disponible à l'adresse suivante:

https://www.eeas.europa.eu/eeas/hong-kong-statement-spokesperson-verdict-jimmy-lai-case-15-december-2025_en.

⁴ Publication de la porte-parole de l'Union européenne sur le rétrécissement croissant de l'espace dévolu à la société civile, 22 février 2025, disponible à l'adresse suivante: <https://x.com/ExtSpoxEU/status/1893002738272772217>.

⁵ Publication de la porte-parole de l'Union européenne sur le 36^e anniversaire des événements de la place Tian'anmen, 4 juin 2025, disponible à l'adresse suivante: <https://x.com/ExtSpoxEU/status/1930307246191239378>.

⁶ Publication de la porte-parole de l'Union européenne sur l'incendie tragique survenu dans le district de Tai Po, 29 novembre 2025, disponible à l'adresse suivante: <https://x.com/ExtSpoxEU/status/1994669852435644471?s=20>.

⁷ Publication réaffirmant l'engagement de l'UE en faveur des droits des personnes LGBTIQ+, 11 novembre 2025, disponible à l'adresse suivante:

<https://www.facebook.com/share/p/1D3SVRQM7a/>

⁸ Déclaration du Mécanisme de réaction rapide (MRR) du G7 sur les mandats d'arrêt lancés par Hong Kong, 8 août 2025, disponible à l'adresse suivante: <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2025/08/declaration-du-mecanisme-de-reponse-rapide-du-g7-sur-les-mandats-darret-de-hong-kong.html>.

⁹ Déclaration des ministres des affaires étrangères du G7 sur le verdict rendu à l'encontre de Jimmy Lai à Hong Kong, 17 décembre 2025, disponible à l'adresse suivante: <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2025/12/declaration-des-ministres-des-affaires-etrangees-du-g7-sur-le-verdict-rendu-a-lencontre-de-jimmy-lai-a-hong-kong.html>.

l'Assemblée générale des Nations unies: débat général, le 3 octobre¹⁰. Lors de la 60^e session du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, l'UE s'est déclarée préoccupée par la situation à Hong Kong dans le cadre du point 4 de l'ordre du jour consacré au débat général au titre des situations des droits de l'homme qui requièrent l'attention du Conseil, débat qui s'est tenu le 23 septembre¹¹. L'UE a réaffirmé qu'elle restait «préoccupée par la situation des droits de l'homme et le rétrécissement de l'espace civique à Hong Kong». Elle a exhorté «le gouvernement chinois et les autorités de Hong Kong à rétablir le plein respect de l'état de droit, des libertés fondamentales et des principes démocratiques».

Lors de la 40^e session du dialogue UE-Chine sur les droits de l'homme, qui s'est tenue le 13 juin à Bruxelles, l'Union européenne a également fait part de ses préoccupations à propos du «recours répressif à la législation sur la sécurité nationale, qui continue de porter atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales». Elle a également demandé la libération immédiate et inconditionnelle du citoyen britannique Jimmy Lai et du défenseur des droits de l'homme Chow Hang-tung.

En 2025, l'économie de Hong Kong a progressé pour la troisième année consécutive, avec une hausse du PIB de 3,5 % en glissement annuel et une croissance économique soutenue par les services financiers ainsi que par le commerce et la logistique. Par contre, les secteurs de la construction, de l'immobilier et du tourisme ont connu des difficultés pendant l'année. En 2025, l'Union européenne a continué à rassembler, en nombre de sociétés, la plus grande communauté d'entreprises étrangères non chinoises présentes à Hong Kong. Selon Eurostat, Hong Kong était le dixième partenaire mondial de l'UE pour le commerce des services, la neuvième source d'investissements directs étrangers (IDE) dans l'UE et la quatorzième destination des IDE en provenance de l'UE (en 2024, dernière année pour laquelle des données étaient disponibles au moment de la rédaction du présent rapport). Hong Kong joue un rôle de plaque tournante dans les secteurs du commerce, de la logistique, des services aux entreprises et des services financiers, y compris aux entreprises de l'Union européenne.

I. Évolution politique et sociale

Élections au Conseil législatif

La deuxième élection générale du Conseil législatif, «réservée exclusivement aux patriotes», a eu lieu le 7 décembre 2025 et a vu l'envoi de 90 députés pour la huitième législature de ce Conseil. Tous les candidats devaient se soumettre avec succès à un processus de vérification des antécédents politiques, imposé par la loi. Sur les 90 membres, 40 allaient siéger pour la première fois au Conseil législatif et 27, soit un nombre record, étaient également membres du Congrès national du peuple (15) ou de la Chinese People's Political Consultative Conference (Conférence consultative politique du peuple chinois) (12), ce qui représente une augmentation par rapport aux élections de 2021. Par ailleurs, au moins la moitié des députés élus étaient des employés ou des membres du conseil d'administration d'entreprises de Chine continentale, soit une augmentation de 60 % par rapport à la législature précédente.

¹⁰ Déclaration de l'Union européenne – Troisième commission de l'Assemblée générale des Nations unies: débat général, 3 octobre 2025, disponible à l'adresse suivante: https://www.eeas.europa.eu/delegations/un-new-york/eu-statement-%E2%80%93-un-general-assembly-3rd-committee-general-debate_en?s=63.

¹¹ Déclaration de l'Union européenne — 60^e session du Conseil des droits de l'homme — point 4 de l'ordre du jour: débat général au titre des situations des droits de l'homme qui requièrent l'attention du Conseil, 23 septembre 2025, disponible à l'adresse suivante: https://www.eeas.europa.eu/delegations/un-geneva/eu-statement-hrc60-item-4-general-debate-human-rights-situations-require-council%E2%80%99s-attention_en.

En ce qui concerne les 20 sièges des circonscriptions géographiques devant être pourvus au suffrage direct, le taux de participation a atteint 31,9 %, soit 1,3 million d'électeurs. Ce taux a dépassé les 30,2 % enregistrés lors des dernières élections, mais reste le deuxième taux le plus bas jamais enregistré. Alors que le taux de participation a augmenté de 1,7 point de pourcentage, le nombre total d'électeurs effectifs a chuté d'environ 33 000, la base électorale ayant été réduite de 340 000 personnes. Le nombre de votes nuls a bondi de 50 % et atteint 41 147 – un niveau record.

En ce qui concerne les circonscriptions fonctionnelles, qui représentent essentiellement l'industrie et les groupes d'intérêt et auxquelles 30 sièges sont attribués par suffrage indirect, le taux de participation cumulé a atteint 40,09 %, soit une augmentation de 7,87 points de pourcentage, ce qui représente 76 942 électeurs. En ce qui concerne la circonscription de la commission électorale, 1 458 électeurs sur les 1 466 inscrits ont voté, soit un taux de participation de 99,45 %, qui a dépassé celui de 98,48 % enregistré en 2021.

Le gouvernement avait budgétisé 70 % de ressources supplémentaires par rapport au scrutin précédent d'il y a quatre ans pour financer les activités de promotion électorale, ce qui a représenté une dépense de 180 millions de HKD (20 millions d'EUR). Le gouvernement a également étendu les horaires de scrutin habituels de 8 h 30-22 h 30 à 7 h 30-23 h 30. Quatre nouveaux types de bureaux de vote désignés ont été créés pour faciliter le vote des fonctionnaires, des professionnels de la santé, des groupes ethniques minoritaires et des résidents âgés ou handicapés. Le chef de l'exécutif a déclaré que les fonctionnaires avaient le «devoir» de voter. Le gouvernement a également joué un rôle de premier plan dans l'organisation de forums électoraux — lors des campagnes précédentes, ces forums avaient été organisés par des médias.

Dans le même temps, la commission indépendante contre la corruption a fait arrêter 11 personnes soupçonnées d'avoir incité d'autres personnes à ne pas voter ou à voter nul lors de l'élection, et elle a engagé des poursuites contre trois d'entre elles. L'agence de lutte contre la corruption, qui est également chargée de poursuivre les auteurs d'infractions électorales, a émis des mandats d'arrêt contre deux personnes établies à l'étranger soupçonnées de publier ce type de messages sur les médias sociaux. Par ailleurs, la police a interpellé au moins 29 personnes, parmi lesquelles un ressortissant espagnol âgé de 66 ans, pour des faits allégués de dégradation d'affiches électorales. Au moins deux affaires ont été portées devant les tribunaux.

L'Office pour la sauvegarde de la sécurité nationale, organisme du gouvernement central établi à Hong Kong, a révélé le 6 décembre — soit la veille des élections — avoir «convoqué» des médias et des journalistes étrangers pour ce qu'il a qualifié d'«attaque contre les élections du Conseil législatif et d'ingérence dans celles-ci». Il s'agissait là d'une action sans précédent.

Les observateurs se sont interrogés sur l'éventuelle coordination des candidatures par les autorités centrales. Au total, 161 candidats se sont présentés aux élections, tous sièges confondus. Aucun des 12 députés âgés de 70 ans ou plus ni aucun de ceux jugés trop critiques n'ont pu prétendre à une réélection. Le bureau des affaires de Hong Kong et Macao, situé à Pékin, a démenti l'existence d'une «liste adoubée» de candidats dans au moins trois articles de commentaire publiés sur son site web.

À l'approche des élections au Conseil législatif, l'espace encore dévolu au pluralisme politique a continué de s'amenuiser. Les autres partis politiques d'opposition de Hong Kong

se sont dissous sous la force des pressions politiques. Le Parti démocrate, qui était autrefois le plus grand parti de la RAS au sein de l'assemblée législative de la RAS, a entamé son processus de dissolution le 13 avril et l'a clos par un vote de son assemblée générale le 14 décembre. Le 29 juin, la Ligue des sociaux-démocrates a annoncé sa dissolution, invoquant une «pression politique énorme».

Au cours de la septième législature quadriennale du Conseil législatif, 130 projets de loi présentés par le gouvernement ont été adoptés, soit une augmentation de 60 % par rapport à la législature précédente. Le seul projet de loi présenté par le gouvernement mais rejeté par le Conseil législatif était celui sur l'enregistrement des partenariats entre personnes de même sexe. Au cours de son mandat actuel de quatre ans, le Conseil législatif n'a envoyé aucune délégation en Europe ou en Amérique du Nord, ce qui constitue une première depuis 1997.

En juillet 2025, les députés ont approuvé à l'unanimité un nouveau «code de conduite pour les membres du Conseil législatif», lequel précise les obligations en matière de participation aux réunions et de vote ainsi que d'autres devoirs, tout en durcissant les sanctions en cas de faute professionnelle. Le nouveau code de conduite précise également que «[l]es membres montrent l'exemple en s'acquittant consciencieusement de leur devoir de préservation de la sécurité nationale et renforcent leur connaissance et leurs capacités en la matière». Le code dispose également que les députés ne devraient pas «discréditer intentionnellement la gouvernance du chef de l'exécutif et du gouvernement de la RAS».

Les élections partielles du sous-secteur de la commission électorale de 2025 ont eu lieu le 7 septembre. Quelque 3 534 électeurs inscrits — soit un taux de participation de 97,33 % — ont voté pour pourvoir, respectivement, 21 sièges au sein de la commission, constituée de 1 500 membres et chargée d'élire le chef de l'exécutif, et 40 sièges au sein du Conseil législatif.

Mise en œuvre des actes législatifs relatifs à la sécurité nationale

L'année 2025 a marqué le cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur et de l'application de la loi sur la sécurité nationale. Les fonctionnaires du gouvernement ont réaffirmé que «la sécurité nationale est un engagement permanent et sans fin».

Au 1^{er} décembre, la police avait procédé à 365 arrestations en vertu de la loi sur la sécurité nationale, de l'ordonnance sur la sauvegarde de la sécurité nationale et d'autres actes législatifs relatifs à la sécurité nationale. En juin, le secrétaire à la sécurité a annoncé qu'au cours des quatre dernières années, plus de 920 000 signalements avaient été effectués par l'intermédiaire de la ligne téléphonique d'urgence réservée aux appels en lien avec la sécurité nationale.

En mai, le gouvernement a adopté deux actes infralégislatifs au titre de l'ordonnance sur la sauvegarde de la sécurité nationale à l'issue d'une procédure qui n'a duré que trois jours: information des députés au sujet du plan législatif le 11 mai, consultation de ces derniers le 12 mai et publication du projet de loi au journal officiel le 13 mai.

L'un des deux actes infralégislatifs fixait les modalités de mise en œuvre de l'ordonnance sur la sauvegarde de la sécurité nationale. Cinq infractions ont été créées dans le cadre des travaux du Bureau pour la sauvegarde de la sécurité nationale du Gouvernement populaire central (OSNS) à Hong Kong, à savoir:

- le non-respect, sans motif raisonnable, de tout document juridique édicté par l'OSNS;
- la communication de déclarations fausses ou trompeuses à l'OSNS;

- la divulgation d'informations sur des enquêtes menées par l'OSNS;
- tout comportement constituant une opposition ou entrave délibérée aux activités de l'OSNS; et
- l'usurpation d'identité d'un membre du personnel de l'OSNS.

Cet acte infralégislatif a introduit une nouvelle peine maximale d'emprisonnement de sept ans ainsi qu'une amende de 500 000 HKD (56 700 EUR).

Le 15 mai, le secrétaire à la justice a insisté sur l'obligation, pour toute personne recevant une demande d'informations de la part de l'OSNS, de s'exécuter, même lorsque les informations sont couvertes par un accord de non-divulgence.

Le second acte infralégislatif érige six locaux désignés de l'OSNS en lieux interdits d'accès.

Le 12 juin, l'OSNS et le département de la sécurité nationale des forces de police de Hong Kong ont mené leur première opération conjointe rendue publique. Selon les autorités, six personnes et une organisation étaient soupçonnées d'avoir commis, entre novembre 2020 et juin 2024, l'infraction de «collusion avec un pays étranger ou avec des éléments extérieurs dans le but de mettre en péril la sécurité nationale» au sens de la loi sur la sécurité nationale. La police de Hong Kong a perquisitionné les domiciles respectifs des suspects ainsi qu'un bureau de l'organisation et a confisqué les documents de voyage de ces derniers.

Le 14 juin, le secrétaire à la sécurité a expliqué que le Bureau pour la sauvegarde de la sécurité nationale du gouvernement central basé à Hong Kong avait demandé l'assistance de la police de Hong Kong afin de déterminer s'il existait des circonstances permettant audit Bureau d'exercer sa compétence sur une affaire de sécurité nationale à Hong Kong sous réserve de l'approbation du gouvernement central de la République populaire, compétence inscrite à l'article 55 de la loi sur la sécurité nationale. À la fin de l'année 2025, l'affaire n'avait pas encore fait l'objet de poursuites et l'identité des personnes et des organisations concernées n'était toujours pas connue.

Les procédures judiciaires relatives aux affaires instruites en vertu de la loi sur la sécurité nationale, de l'ordonnance sur la sauvegarde de la sécurité nationale et d'autres actes législatifs connexes se sont poursuivies en 2025, avec des retards considérables dans certains cas. De nombreux prévenus, dont certains passent des périodes prolongées en isolement cellulaire, se trouvent en détention depuis la mi-2021.

La procédure d'appel pour 12 responsables politiques et militants prodémocratie condamnés au titre de la loi sur la sécurité nationale pour avoir participé à une élection primaire en 2020 s'est déroulée entre les 14 et 17 juillet. En mai 2024, le tribunal avait condamné 45 des 47 prévenus dans l'affaire initiale, communément appelée «Hong Kong 47», et en avait acquitté deux. 12 prévenus condamnés pour «conspiration en vue de commettre des actes de subversion» ont cherché à faire réduire leurs peines d'emprisonnement ou à faire annuler leurs condamnations, tandis que le procureur a contesté la décision d'acquiescement concernant un prévenu. Le ministère public a interjeté appel pour faire annuler un acquiescement. Le verdict en appel a été rendu en février 2026.

Dans l'intervalle, 14 des 45 prévenus ont été libérés au terme de leur peine d'emprisonnement. Parmi eux, Andrew Chiu est devenu le premier auteur d'une infraction à la sécurité nationale à bénéficier d'une remise de peine accordée par le département des services correctionnels; il a

été libéré le 28 octobre. Chiu a collaboré avec le ministère public pour témoigner contre 16 de ses anciens camarades qui avaient plaidé non coupables, obtenant ainsi une réduction sur sa peine initiale de sept ans¹².

Le procès intenté au titre de la loi sur la sécurité nationale contre l'Alliance hongkongaise de soutien aux mouvements patriotiques et démocratiques de Chine (ci-après l'«Alliance hongkongaise»), qui devait débiter le 11 novembre 2025, a été reporté pour la deuxième fois et reprogrammé pour le 22 janvier 2026. Il devrait durer 75 jours. Ce groupe issu de la société civile, aujourd'hui dissous, organisait à Hong Kong la veillée annuelle aux chandelles pour commémorer la répression de Tian'anmen en 1989. Le procureur a accusé l'Alliance hongkongaise et ses principaux membres d'«incitation à la subversion». La peine maximale est l'emprisonnement à perpétuité. Albert Ho, l'un des prévenus, a décidé de plaider coupable dans cette affaire.

Dans une affaire connexe, la Court of Final Appeal a annulé, le 6 mars, les peines prononcées contre trois anciens membres de l'Alliance hongkongaise, dont la vice-présidente Chow Hang-tung, condamnés pour ne s'être pas conformés aux demandes de la police formulées en vertu de la loi sur la sécurité nationale.

Dans le cadre du procès intenté contre Jimmy Lai, patron de médias et militant prodémocratie, pour violation de la loi sur la sécurité nationale et pour sédition, la High Court (Haute Cour) a rendu, le 15 décembre, un verdict de culpabilité pour deux chefs d'accusation relevant de la loi sur la sécurité nationale («conspiration en vue de commettre des actes de collusion avec un pays étranger ou avec des éléments extérieurs dans le but de mettre en péril la sécurité nationale») et pour un chef d'accusation au titre de la loi relative à la sédition datant de l'époque coloniale («conspiration en vue d'imprimer, de publier, de vendre, d'offrir à la vente, de distribuer, d'afficher et/ou de reproduire des publications séditeuses»). Outre Lai, trois sociétés liées au journal Apple Daily, aujourd'hui disparu, ont également été condamnées. Six anciens journalistes d'Apple Daily avaient plaidé coupables en novembre 2022.

Le procès a connu des retards importants. Il a duré 156 jours au lieu des 83 initialement prévus. Le jugement faisait largement référence à des propos et à des actes de Lai antérieurs à l'entrée en vigueur de la loi sur la sécurité nationale en juin 2020. La procédure de demande d'atténuation des peines et le prononcé de celles-ci ayant eu lieu en 2026, ils seront traités dans le rapport annuel 2026.

La famille de Lai n'a cessé d'exprimer ses inquiétudes quant aux conditions de détention et à l'état de santé de cet homme âgé de 78 ans.

Au lendemain du verdict, de nombreux hauts fonctionnaires de Hong Kong ont exprimé leur soutien à cette décision, fait sans précédent dans le cadre d'une affaire judiciaire à Hong Kong. Le bureau du commissaire du ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine à Hong Kong a publié neuf articles entre les 15 et 23 décembre, dans lesquels il réaffirmait son soutien au jugement et réfutait les critiques.

¹² Dans une autre affaire, la Court of Appeal (cour d'appel) a jugé, le 24 juin, que le département des services correctionnels n'était pas tenu d'envisager d'accorder à Adam Ma, un manifestant reconnu coupable de sécession, une libération anticipée après sa condamnation à une peine d'emprisonnement. L'arrêt a souligné que toute réduction de peine était discrétionnaire et que le refus d'une libération anticipée d'un prisonnier ne constituerait pas une violation de son droit à la liberté.

En outre, en 2025, Lai a interjeté appel de ses condamnations et peines liées à sa participation à la veillée aux chandelles du 4 juin 2020, ainsi qu'à une affaire de fraude distincte concernant Apple Daily.

Le 6 juin, le militant **Joshua Wong** a fait l'objet d'une nouvelle inculpation du chef de **«conspiration en vue de commettre des actes de collusion avec des forces étrangères»** prévu par la loi sur la sécurité nationale. Wong a été traduit en justice le 6 juin, les procureurs soutenant qu'il avait conspiré avec l'ancien député en exil Nathan Law et avec d'autres personnes entre le 1^{er} juillet et le 23 novembre 2020 pour demander à des organisations étrangères d'infliger des sanctions à la RAS de Hong Kong ou à la République populaire de Chine ou de prendre des mesures hostiles envers elles. Wong purge actuellement une peine de prison de 4 ans et 8 mois dans le cadre de l'affaire de subversion «Hong Kong 47» et devrait être libéré en janvier 2027. Il pourrait se voir infliger une peine d'emprisonnement supplémentaire allant de trois ans à la perpétuité.

En septembre, la Court of Appeal a rejeté une demande de **Wong Kin-chung, également connu sous le nom de Joseph John**, ressortissant portugais et résident britannique condamné pour «incitation à la sécession», qu'il avait présentée en vue de pouvoir interjeter appel devant la Court of Final Appeal afin de contester sa peine de cinq ans d'emprisonnement. Wong Kin-chung a ensuite directement saisi la Court of Final Appeal d'une demande qui a, elle aussi, été rejetée, en novembre.

Le 15 décembre, un adolescent de 16 ans a été condamné à une peine de prison de trois ans et demi après avoir plaidé coupable de conspiration en vue de commettre des actes de sécession.

Au cours de l'année, les autorités ont engagé de nouvelles poursuites en invoquant des infractions prévues par l'**ordonnance sur la sauvegarde de la sécurité nationale**. Au début du mois de décembre, dix personnes ont été arrêtées pour avoir dispensé ou reçu un **«entraînement militaire ou paramilitaire non autorisé»** («unlawful drilling»), infraction créée par l'article 13 de l'ordonnance sur la sauvegarde de la sécurité nationale relative à un entraînement de type militaire; le 15 décembre, deux d'entre elles ont été inculpées de **«conspiration en vue de commettre des actes de subversion»**. Wong Kwok-ngon, connu sous le nom de plume de Wong On-yin, a été inculpé le 9 décembre pour **«entrave à l'enquête sur des infractions portant atteinte à la sécurité nationale»** (en divulguant des informations relatives aux investigations menées par la police pendant une enquête sur des infractions considérées comme portant atteinte à la sécurité nationale), infraction prévue par l'article 88 de l'ordonnance sur la sauvegarde de la sécurité nationale — ainsi que pour des faits de sédition.

Dans le cas de **Kwok Yin-sang**, père de la militante «recherchée» Anna Kwok, accusé d'**utilisation de «fonds ou d'autres avoirs financiers»** appartenant à sa fille, le procès de quatre jours s'est achevé le 23 décembre avec un verdict attendu le 11 février 2026. C'est la première fois qu'un proche d'un militant recherché est inculpé du chef d'une infraction à la sécurité nationale.

Dans l'affaire **Stand News**, dans le cadre de laquelle deux anciens rédacteurs en chef avaient été condamnés en septembre 2024 en application de la loi sur la sédition qui remonte à l'époque coloniale, l'un d'eux a interjeté appel en juin 2025. Le procès en appel est prévu en septembre 2026. Dans une autre affaire de sédition, la Court of Final Appeal a confirmé, le 6 mars, la condamnation du militant Tam Tak-chi.

Les tribunaux ont continué de traiter les affaires liées aux manifestations de 2019. Selon l'autorité judiciaire de Hong Kong, en avril 2025, les tribunaux avaient traité 96 % des affaires en suspens liées aux manifestations de 2019.

L'ancien député prodémocratie Lam Cheuk-ting a été acquitté le 6 novembre des chefs d'«agression ou d'entrave» envers des députés pro-Pékin lors d'une séance chaotique consacrée au projet de loi controversé sur l'extradition en 2019. Le 27 février, il avait été condamné à une peine d'emprisonnement de 37 mois pour avoir participé à une «émeute» à la station du métro hongkongais (MTR) de Yuen Long le 21 juillet 2019, au cours de laquelle une foule déchaînée de personnes vêtues de blanc avaient attaqué des manifestants prodémocratie.

En mars, la Court of Appeal a confirmé la décision d'acquittement du président du parti démocrate Lo Kin-hei, accusé d'avoir participé à une assemblée illégale en 2019, antérieure à son mandat de président du parti.

Lors du deuxième procès intenté par la ville en vertu de l'ordonnance donnant effet à des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies (mesures de lutte contre le terrorisme) [United Nations (Anti-Terrorism Measures) Ordinance], à l'issue de 163 jours d'audience, le jury a, le 4 septembre, acquitté les sept personnes accusées de terrorisme, mais a condamné trois d'entre elles pour conspiration en vue de commettre des attentats à la bombe lors des manifestations de 2019 au sens de la loi sur la sécurité nationale. Le tribunal a infligé aux trois personnes condamnées des peines d'emprisonnement allant de 16 ans et huit mois à 18 ans. L'une des personnes acquittées a été inculpée le 30 octobre pour conspiration en vue d'incitation à l'émeute en 2019.

En avril, l'**assistante sociale Jackie Chen** a été condamnée et emprisonnée pendant 45 mois au terme d'un nouveau procès; par la suite, en juin, le Conseil d'enregistrement des travailleurs sociaux a annulé sa licence professionnelle.

Nombre des quelque **6 000 manifestants qui avaient été arrêtés lors des manifestations de 2019 mais qui n'ont pas encore été inculpés** sont toujours en liberté sous caution, dans l'attente d'enquêtes de police et de décisions du procureur. En 2025, les autorités auraient commencé à faire bénéficier certaines des personnes concernées d'une réhabilitation légale moyennant une reconnaissance signée des actes répréhensibles reprochés et un engagement à respecter la loi.

En ce qui concerne les questions de sécurité nationale, l'état de droit à Hong Kong continue d'être mis à rude épreuve. Les autorités continuent de poursuivre en justice les opposants politiques ainsi que les militants en vertu de la législation sur la sécurité nationale. Les retards considérables observés dans les procès liés à la sécurité nationale, ainsi que la détention préventive prolongée et le recours répété à l'isolement cellulaire ont été des sources de préoccupations supplémentaires. Des inquiétudes subsistent quant au respect du droit à un procès équitable dans les affaires de sécurité nationale, sur lesquelles statuent des juges triés sur le volet et dans lesquelles, jusqu'à présent, les audiences se déroulent sans jury à la demande du ministère public. En outre, les autorités ont de plus en plus recours à des mesures administratives et réglementaires (parmi lesquelles la révocation de licences et de titres professionnels, des restrictions d'accès, des inspections ou des contrôles fiscaux) pour faire pression sur les militants, les journalistes et d'autres acteurs de la société civile. Ces évolutions pèsent lourdement sur le système judiciaire de common law de Hong Kong. Si l'état de droit

reste globalement préservé en dehors des affaires de sécurité nationale, l'érosion qu'il y subit risque de se répercuter dans d'autres domaines.

Selon l'indice de l'état de droit 2025 publié le 28 octobre par l'organisation américaine World Justice Project, Hong Kong se classe 24^e sur 143 pays et territoires du monde entier, reculant ainsi d'une place par rapport à l'année précédente. Dans le domaine des droits fondamentaux, Hong Kong est passé de la 62^e à la 67^e place.

À la fin de 2025, six juges étrangers non permanents siégeaient à la Court of Final Appeal de Hong Kong: trois originaires d'Australie, deux du Royaume-Uni et un de Nouvelle-Zélande. Le juge néo-zélandais William Gillow Gibbes Austen Young a été nommé juge non permanent. Le mandat du juge Lord Hoffmann a été prolongé de trois ans. Le juge Roberto Ribeiro a été reconduit en tant que juge permanent à la Court of Final Appeal.

Le juge australien Robert French a décidé de quitter ses fonctions de juge non permanent en avril. Pour expliquer sa décision, il a souligné que «le rôle des juges non permanents au sein de la Court of Final Appeal était de moins en moins en phase avec l'époque et, pourrait-on dire, purement symbolique». Par ailleurs, en juillet, l'ancienne présidente de la Cour suprême du Royaume-Uni, Lady Hale, a déclaré qu'elle était «désormais plus que jamais convaincue d'avoir pris la bonne décision» en démissionnant en 2021 de son poste de juge étrangère non permanente à la Court of Final Appeal de Hong Kong. M^{me} Hale a affirmé que «la loi sur la sécurité nationale avait pris le pas sur la loi fondamentale».

Hong Kong continue d'autoriser les avocats (barristers) exerçant dans d'autres ressorts de common law à prendre part à des actions en justice. Toutefois, au cours de l'année, le ministère de la justice s'est opposé à ce que l'avocat (barrister) britannique Tim Owen représente un prévenu dans un procès relevant de l'ordonnance sur la criminalité organisée et les crimes graves (Organised and Serious Crimes Ordinance). C'était apparemment la première fois qu'une telle interdiction était prononcée, l'ordre des avocats ayant déjà déclaré ne pas s'y opposer.

Par ailleurs, les pouvoirs publics ont continué, en 2025, à se concentrer sur l'intégration de la «sécurité nationale» dans la gouvernance de la RAS.

Le 25 juillet, les autorités de Hong Kong ont émis des **mandats d'arrêt assortis de primes contre 19 militants hongkongais résidant à l'étranger**, parmi lesquels figurait, pour la première fois, un citoyen de l'Union européenne. Le 4 août, le gouvernement a officiellement qualifié 16 d'entre eux de «fugitifs», ce qui a donné lieu à de nouvelles restrictions: 12 de ces personnes ont vu leur passeport de la RAS de Hong Kong révoqué et une ancienne fonctionnaire a vu sa pension supprimée. À la fin de l'année, la police avait émis des mandats d'arrêt contre 34 personnes au total résidant à l'étranger.

En février, le Hong Kong Democracy Council, établi aux États-Unis, a signalé qu'à la fin de 2024, 38 proches de militants étrangers «recherchés» et 12 personnes liées à ces derniers à Hong Kong avaient été interpellés par la police pour qu'ils apportent leur concours aux enquêtes menées en vertu de la législation sur la sécurité nationale en raison de leurs liens personnels avec ces militants.

Le 2 décembre, le secrétaire à la sécurité a interdit les activités à Hong Kong de l'organisation «Hong Kong Parliament», établie au Canada, et de l'organisation «Union pour l'indépendance

démocratique de Hong Kong», située à Taïwan. C'était la première fois que le gouvernement de Hong Kong invoquait ses pouvoirs au titre de l'ordonnance sur la sauvegarde de la sécurité nationale pour interdire des organisations jugées subversives.

En septembre, le Bureau de la sécurité a transmis des lignes directrices à tous les fonctionnaires afin de les sensibiliser à la sauvegarde de la sécurité nationale.

Le cinquième anniversaire de la loi sur la sécurité nationale a été célébré par l'organisation d'une exposition à la «Galerie d'exposition sur l'éducation à la sécurité nationale» du Musée d'histoire de Hong Kong.

Le 18 juillet sont entrées en vigueur les «règles générales relatives à l'administration pénitentiaire», telles qu'elles ont été révisées, qui habilitent le département des services correctionnels à restreindre l'accès des détenus aux avocats et aux autres visiteurs pour des motifs de sécurité nationale.

Le 25 juin, le Conseil législatif a adopté l'ordonnance (modificative) sur les syndicats de 2025 [Trade Unions (Amendment) Ordinance 2025], qui devait entrer en vigueur le 5 janvier 2026. La loi interdit, entre autres dispositions, aux personnes reconnues coupables d'infractions à la sécurité nationale d'occuper des postes de direction au sein des syndicats.

Le guide de l'administration scolaire publié en mai exige des bibliothécaires scolaires qu'ils suppriment les ressources contenant «des éléments qui mettent en péril la sécurité nationale ou sont contraires aux intérêts de la sécurité nationale». À la suite d'une mise à jour en août, ce guide précise en outre que les activités menées par les étudiants aux côtés d'organisations extérieures sont censées «ni porter sur des contenus qui mettent en péril la sécurité nationale, ni promouvoir la propagande politique et des valeurs inappropriées».

Dans le cadre de l'initiative de surveillance par caméras «SmartView», les caméras de vidéosurveillance déjà installées dans les stations du métro hongkongais (MTR) et dans les lotissements de logements publics ont été connectées à un réseau de police centralisé.

D'aucuns se sont interrogés sur la propagation croissante au monde des entreprises de l'importance accordée à la sécurité nationale. En juin, le département de l'hygiène alimentaire et environnementale a assorti de conditions liées à la sécurité nationale près de 20 types de licences et d'agréments. Sont concernés notamment les restaurants, les boulangeries, les boucheries, les piscines et les salons de massage. Ces agréments peuvent être révoqués si les titulaires de ces derniers ou leurs employés et sous-traitants se livrent à tout «comportement infractionnel».

Les militants résidant à l'étranger ont continué d'être victimes de harcèlement. En décembre, des lettres prétendument rédigées par Carmen Lau, une militante en exil, qui contenaient des images retouchées numériquement la représentant en travailleuse du sexe, ont été envoyées à ses anciens voisins au Royaume-Uni.

En 2025, les médias contrôlés par Pékin à Hong Kong, Wen Wei Po et Ta Kung Pao ont exercé une pression active sur diverses entités en les accusant de «résistance douce»: la Liber Research Community, le salon du livre indépendant, ainsi que l'Institut d'études sur l'Asie-Pacifique de l'université chinoise de Hong Kong, pour avoir publié un sondage sur le taux d'approbation du chef de l'exécutif.

Les efforts visant à renforcer l'éducation à la sécurité nationale et au patriotisme se sont poursuivis en 2025. À l'occasion de la Journée de l'éducation à la sécurité nationale, le 15 avril, plus de 300 écoles maternelles, primaires et secondaires, regroupant près de 160 000 élèves, ont organisé des cérémonies de lever du drapeau national. Le bureau de l'éducation a demandé aux écoles maternelles d'organiser des cérémonies de lever du drapeau pour célébrer le cinquième anniversaire de la loi sur la sécurité nationale instituée par Pékin un 30 juin et il a mis à la disposition du personnel éducatif des exemples de discours sur l'importance de la sécurité nationale. Le 1^{er} juillet, les huit universités financées par des fonds publics ont organisé des cérémonies de lever du drapeau pour célébrer l'anniversaire de la rétrocession.

Le 10 juin, le bureau de l'éducation a publié de nouvelles directives actualisant, pour la première fois en huit ans, le programme d'enseignement primaire en anglais. Alors que les directives précédentes mettaient l'accent sur la possibilité faite aux élèves d'«explorer des questions porteuses de valeurs, telles que les droits de l'homme et l'égalité des chances», le nouveau «Guide pédagogique du domaine clé d'apprentissage de l'anglais pour les classes de la première à la sixième primaire» était axé sur le «renforcement de l'éducation aux valeurs, qui recouvre l'éducation à la nation et plus particulièrement l'éducation au patriotisme, l'éducation à la sécurité nationale et l'éducation à la vie».

Le 3 octobre, le bureau de l'éducation a annoncé apporter des modifications aux programmes de l'enseignement secondaire relatifs à l'histoire en général et à l'histoire chinoise en particulier. Par exemple, les étudiants en apprendront davantage sur la fondation du parti communiste. L'autorité responsable des examens et des évaluations de Hong Kong, chargée de gérer les examens d'entrée aux universités locales, a signalé que les étudiants qui présentaient le test d'histoire chinoise avaient échoué à citer les effets positifs du «Grand bond en avant».

Le 21 août, le premier centre d'éducation au patriotisme destiné aux étudiants de Hong Kong et de Macao a été inauguré à Pékin. Le 10 décembre, l'université polytechnique de Hong Kong a inauguré le «Centre d'éducation patriotique de l'université polytechnique de Hong Kong (Xi'an)», en collaboration avec l'université Xi'an Jiaotong.

Autres faits marquants en matière de gouvernance

Le 17 septembre, le chef de l'exécutif, John Lee, a annoncé l'avant-dernier plan annuel de gouvernance de son mandat quinquennal actuel, en mettant l'accent sur le développement économique. En octobre, le gouvernement a publié au journal officiel le projet de loi sur les logements de base, qui vise à supprimer progressivement les appartements subdivisés non conformes aux normes.

Le 26 novembre, l'incendie tragique de Tai Po a coûté la vie à 168 personnes, dont des résidents de Hong Kong, des travailleurs domestiques étrangers et un pompier. La ville a rendu hommage aux victimes en décrétant trois jours de deuil, du 29 novembre au 1^{er} décembre. La porte-parole de l'UE et le chef du bureau de l'UE à Hong Kong et à Macao ont chacun publié une communication sur les médias sociaux exprimant leur solidarité avec les personnes touchées par cette tragédie¹³.

¹³ https://www.eeas.europa.eu/delegations/hong-kong/tai-po-fire-eu-office-extends-condolences-and-solidarity_en?s=239

Le super typhon Ragasa a frappé Hong Kong le 24 septembre, ce qui a conduit l'Observatoire de Hong Kong à émettre le signal d'alerte ouragan n° 10, en raison de vents d'une vitesse moyenne supérieure à 118 km/h. Cette tempête a été le cyclone tropical le plus puissant qu'a connu la région du Pacifique nord-occidental en 2025. Grâce au professionnalisme des autorités locales concernées et à la résilience remarquable de la population de Hong Kong, la situation dans la ville est rapidement revenue à la normale.

Les relations extérieures de Hong Kong

Les relations extérieures de Hong Kong en 2025 ont été caractérisées par des efforts visant à diversifier les liens commerciaux et économiques avec les pays d'Asie du Sud-Est et du Moyen-Orient ainsi qu'avec d'autres marchés émergents. En mai, le chef de l'exécutif a emmené une délégation pour une visite de six jours au Qatar et au Koweït. Paul Chan, secrétaire aux finances, s'est, quant à lui, rendu en Arabie saoudite en octobre. Il a annulé une visite au Japon prévue pour la mi-décembre dans un contexte de tensions croissantes entre Tokyo et Pékin.

Le gouvernement a dépêché une équipe de sauvetage au Myanmar/en Birmanie, à la suite du tremblement de terre de magnitude 7,6 qui a touché le pays en mars.

Le 30 mai, le ministre chinois des affaires étrangères, Wang Yi, a assisté à la cérémonie de signature de la convention portant création de l'Organisation internationale de médiation. Fin 2025, la convention comptait 38 signataires, dont la Chine. Wang Yi a expliqué que la création de cette institution de médiation offrait «une nouvelle option à la communauté internationale pour résoudre les différends et parvenir à la réconciliation». L'organisation a officiellement lancé ses activités le 20 octobre. Teresa Cheng, ancienne secrétaire à la justice de Hong Kong, a été nommée première secrétaire générale.

La cérémonie d'inauguration de l'Académie internationale du médiateur de Hong Kong a eu lieu le 25 août. L'Académie vise à favoriser les échanges et la coopération à l'échelle internationale tout en améliorant la qualité des administrations publiques territoriales.

L'Association de Hong Kong pour l'amitié extérieure, sous la supervision de l'Association populaire chinoise pour l'amitié avec les pays étrangers, a tenu sa cérémonie inaugurale le 5 juillet.

L'émigration au départ de Hong Kong s'est poursuivie. En septembre 2025, le ministère de l'intérieur britannique (Home Office) a annoncé avoir reçu plus de 230 000 demandes de la part de citoyens de Hong Kong titulaires d'un passeport national britannique (d'outre-mer) souhaitant bénéficier du régime spécial de visas qui peut ouvrir la voie à l'obtention de la citoyenneté. Quelque 150 000 personnes sont arrivées au Royaume-Uni en vertu de ce programme. Le Canada et l'Australie ont continué de recevoir des demandes de visa au titre des programmes d'immigration sur mesure destinés aux résidents de Hong Kong.

Le 10 juillet, le président des États-Unis a prolongé la déclaration d'«urgence nationale» concernant Hong Kong, en maintenant la révocation des privilèges commerciaux spéciaux que les États-Unis avaient accordés à Hong Kong. Cette déclaration interdit également l'exportation de technologies sensibles vers la ville.

Le 31 mars, les États-Unis ont annoncé infliger des sanctions à six fonctionnaires de Hong Kong et de Chine continentale pour «répression transnationale» de militants de l'opposition menée en vertu de la législation sur la sécurité nationale. Les six fonctionnaires sont: Paul Lam, secrétaire à la justice; Raymond Siu, commissaire de police (à la retraite depuis le 1^{er} avril); Sonny Au, secrétaire général du Comité de sauvegarde de la sécurité nationale à Hong Kong; Dong Jingwei, directeur de l'OSNS du gouvernement central; ainsi que Dick Wong et Margaret Chiu, commissaires de police adjoints (sécurité nationale). C'est la cinquième fois que les États-Unis infligent des sanctions à des fonctionnaires de Hong Kong.

Le 10 avril, la députée britannique Wera Hobhouse s'est vu refuser l'entrée à Hong Kong lors d'un voyage privé. Elle aurait été la première membre du Parlement britannique depuis 1997 à se voir refuser l'entrée à son arrivée à Hong Kong.

En août, le ministre d'État britannique chargé des affaires intérieures a confirmé que des modifications juridiques avaient été apportées en vue du traitement au cas par cas des demandes d'extradition émanant de Hong Kong.

Pendant l'année, un militant résidant au Royaume-Uni et un ancien député australien ont confirmé avoir obtenu le statut de réfugié dans leur pays d'accueil respectif.

Droits, libertés et égalité des chances

En 2025, Hong Kong a continué d'afficher des résultats médiocres dans différents classements mondiaux liés aux droits. Selon un rapport de l'ONG Freedom House, Hong Kong était un territoire «partiellement libre» en 2025, avec un score de 40 sur 100. Selon l'indice de démocratie 2024 établi par l'Economist Intelligence Unit et publié en février 2025, Hong Kong occupe la 87^e place sur 167 pays ou territoires. L'indice classait à nouveau Hong Kong dans la catégorie des «régimes hybrides», avec une note globale de 5,09 sur 10.

Selon le rapport «**Coopération avec les Nations unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme**»¹⁴ publié par le secrétaire général des Nations unies et remis au Conseil des droits de l'homme le 17 septembre, deux membres du personnel du Hong Kong Democracy Council, établi aux États-Unis, Anna Kwok et Carmen Lau, «auraient subi des représailles en raison de leur coopération passée et actuelle avec l'ONU, notamment dans le contexte du quatrième cycle de l'Examen périodique universel concernant la Chine, organisé par le Conseil des droits de l'homme». Le rapport fait également état de représailles contre Chow Hang-tung et deux membres de l'équipe internationale de juristes et d'avocats qui conseillent Jimmy Lai et son fils Sebastian.

Le 3 février, les gouvernements chinois et de Hong Kong ont soumis, avec six ans de retard, au Comité des Nations unies contre la torture leur rapport régulier qui devait être initialement présenté en 2019.

Le 8 septembre, le rapporteur spécial des Nations unies sur l'indépendance des juges et des avocats ainsi que le rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression¹⁵ ont fait part de leurs «sérieuses» préoccupations parce que le

¹⁴ <https://www.ohchr.org/fr/documents/thematic-reports/ahrc6062-cooperation-united-nations-its-representatives-and-mechanisms>

¹⁵ <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=30342>

solicitor Kevin Yam, qui réside désormais en Australie, avait été radié du registre des solicitors «sans avoir enfreint les statuts de l'ordre des avocats ou le code de conduite».

Le 9 décembre, Volker Türk, haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, s'est déclaré préoccupé par les informations selon lesquelles il avait été recouru à l'ordonnance sur la sauvegarde de la sécurité nationale pour «réprimer les personnes demandant une enquête sur l'incendie meurtrier [de Tai Po]»¹⁶.

La liberté de la presse est restée sous pression. Dans le classement annuel de la liberté de la presse de Reporters sans frontières (RSF) publié en mai, Hong Kong a encore reculé de cinq places et occupe désormais la 140^e position. Pour la première fois, la ville est entrée dans la «zone rouge» du classement, laquelle indique une situation «très grave». Ce recul s'explique par la condamnation, pour «sédition», des rédacteurs en chef du média Stand News en septembre 2024.

Des journalistes internationaux se sont vu refuser l'entrée sur le territoire à plusieurs reprises. Des demandes de visa de travail ont été rejetées, y compris pour la journaliste de Bloomberg, Rebecca Choong Wilkins.

L'autocensure est très répandue: dans l'enquête 2024-2025 sur la liberté de la presse menée par le Club des correspondants étrangers de Hong Kong (FCC), publiée en avril, 65 % des membres interrogés ont déclaré pratiquer l'autocensure, tandis que 33 % envisageaient de quitter la ville pour des raisons liées à la liberté de la presse. Dans le classement de la liberté de la presse, établi par l'Association des journalistes de Hong Kong et dévoilé en octobre, Hong Kong a obtenu 28,9 points sur une échelle de cent points, soit une amélioration par rapport aux 25 points de l'année précédente. L'Association a affirmé que «le rebond de l'indice ne traduisait pas une amélioration importante, mais reflétait plutôt la résilience des journalistes de Hong Kong dans le contexte actuel».

En 2025, les médias et les journalistes indépendants ont continué de faire l'objet de harcèlement administratif, y compris sous la forme d'enquêtes fiscales apparemment motivées par des considérations politiques. L'Association des journalistes de Hong Kong a révélé en mai qu'au moins six organes de presse indépendants — dont Hong Kong Free Press (HKFP), Hong Kong Inmedia et The Witness — étaient soumis simultanément à des contrôles fiscaux et à des demandes antidadées de la part de l'administration fiscale. En outre, 20 personnes liées à des médias indépendants ont été visées, dont Selina Cheng, présidente nouvellement réélue de l'Association des journalistes de Hong Kong.

Les associations de journalistes ont rencontré à plusieurs reprises des difficultés pour trouver des lieux en vue de l'organisation d'événements. L'Association des journalistes de Hong Kong a donc dû annuler un match de football en janvier ainsi que son dîner de gala annuel en février, tandis que l'Association des photographes de presse de Hong Kong a été empêchée d'organiser une exposition en novembre à l'occasion de son 35^e anniversaire.

Dans ce contexte de plus en plus difficile, l'Association des journalistes de Hong Kong a organisé une élection en juin afin de sélectionner un nouveau comité exécutif sans rendre publics les noms des membres nouvellement élus.

¹⁶ <https://news.un.org/en/story/2025/12/1166548>

En septembre, le Conseil législatif a adopté le projet de loi de 2025 sur l'enregistrement des titres et des terrains (modifications diverses) [Registration of Titles and Land (Miscellaneous Amendments) Bill 2025], qui prive désormais les journalistes d'accès aux registres fonciers officiels, restreignant ainsi le champ d'action du journalisme d'investigation.

Minnie Chan, journaliste chargée de couvrir la politique étrangère et de défense chinoise pour le South China Morning Post, qui est en détention depuis octobre 2023, serait toujours détenue en Chine continentale à la fin de l'année 2025.

Radio Free Asia a cessé ses activités de diffusion en cantonais à partir du 1^{er} juillet, à la suite de la suppression du financement accordé par l'Agence américaine pour les médias internationaux. Fondé en 1996, le média d'information privé et à but non lucratif a souvent produit des contenus critiqués par le gouvernement de Hong Kong.

En 2025, le pouvoir judiciaire de Hong Kong a également veillé au respect de la liberté de la presse et de la liberté d'expression. Le 7 août, la Court of Final Appeal a rejeté la demande de l'autorité des communications visant à annuler une décision antérieure selon laquelle une satire politique diffusée par le radiodiffuseur financé par le gouvernement, Radio Television Hong Kong (RTHK), ne constituait pas une violation de son code. Cette décision a été rendue en faveur du Syndicat du personnel de programmation de la RTHK et de l'Association des journalistes de Hong Kong, qui avaient initialement contesté, cinq ans auparavant, un avertissement émis par l'organisme de régulation au sujet d'une émission satirique d'actualité.

La liberté d'expression et l'espace dévolu au pluralisme des opinions ont également été mis à mal en 2025. À la suite de l'incendie de Tai Po, qui a coûté la vie à 168 personnes, la police de sécurité nationale a arrêté pour sédition l'étudiant Miles Kwan ainsi que l'ancien conseiller de district Cheung Kam-hung. Kwan avait demandé une enquête indépendante sur l'incendie, tandis que Kam-hung s'était porté volontaire sur place pour organiser des dons de fournitures aux personnes touchées par l'incendie.

En février 2025, l'institut de sondage indépendant de Hong Kong «Public Opinion Research Institute» (PORI) a mis fin à ses activités de sondage d'opinion politique du fait des fortes pressions subies. Son président, Robert Chung, a été emmené à deux reprises par la police nationale de sécurité afin qu'il collabore à une enquête sur l'aide apportée à l'un des «fugitifs», Chung Kim-wah, ancien directeur exécutif adjoint de l'institut qui s'était installé au Royaume-Uni en 2022. Chung a été libéré par la suite.

L'Institut d'études sur l'Asie-Pacifique de Hong Kong de l'université chinoise de Hong Kong n'a publié aucun sondage depuis juin, ni aucun taux d'approbation du gouvernement de Hong Kong et du chef de l'exécutif.

Les pressions politiques ont également continué de peser sur les activités culturelles. La pratique consistant à annuler certaines projections de films et certains spectacles culturels jugés critiques s'est également poursuivie en 2025. Deux films inscrits au Festival du cinéma français de Hong Kong ont été retirés de la sélection, dont «Dossier 137», qui dénonce la gestion des manifestations par la police française. Le cinéaste local Kiwi Chow s'est plaint en novembre d'avoir dû attendre quatre mois, avant d'apprendre que sa dernière œuvre dramatique, «Deadline», n'avait pas obtenu l'autorisation de projection à Hong Kong, alors que le délai normal aurait dû être de 14 jours environ.

En concertation avec le Bureau de la culture, des sports et du tourisme, l'Autorité du district culturel de West Kowloon a annulé, le 18 octobre, la reprise de la pièce «We Are Gay», écrite par la dramaturge primée Candace Chong, peu avant le début prévu de la mise en vente des billets. L'autorité a expliqué avoir reçu des plaintes selon lesquelles l'œuvre en question, axée sur une histoire d'amour homosexuel, «encourageait la confrontation» et «diffamait Hong Kong».

Le 30 mai, l'auteur-compositeur-interprète Sunny Lam, connu pour détourner les textes de chansons afin de tourner en dérision l'actualité, a annoncé l'annulation de ses deux concerts prévus les 1^{er} et 2 juin dans le district culturel de West Kowloon, indiquant qu'il avait procédé à une «évaluation minutieuse».

Les critiques officielles envers une «résistance douce» dans le domaine culturel se sont poursuivies, notamment à l'occasion d'un salon du livre indépendant organisé en juillet.

L'accès à l'information et la liberté d'expression à Hong Kong ont néanmoins été beaucoup moins restreints qu'en Chine continentale. L'accès à un internet largement ouvert a continué de permettre aux Hongkongais d'accéder à des médias en ligne indépendants. L'autorité gouvernementale compétente a accordé au Club des correspondants étrangers le renouvellement, effectif d'ici à la fin de l'année, du bail de son siège actuel pour une nouvelle période de trois ans.

La liberté de religion est demeurée largement intacte à Hong Kong. Cependant, l'espace dont disposent les groupes ou dirigeants religieux pour faire entendre des voix dissidentes reste fortement restreint. Pour la quatrième année consécutive, le diocèse catholique de Hong Kong n'a pas organisé de messes publiques pour commémorer la répression de la place Tian'anmen.

En avril, le tribunal local a autorisé le cardinal catholique de 93 ans, Joseph Zen Ze-kiun, qui se trouve en liberté sous caution depuis son arrestation en 2022 pour collusion avec des forces étrangères et dont le passeport a été confisqué par la police de sécurité nationale, à se rendre au Vatican pour assister aux funérailles du pape François. Il lui aurait été interdit d'accorder des entretiens aux médias pendant son voyage.

On n'observe aucun signe de rétablissement de la liberté de réunion pour la tenue de manifestations pacifiques. La grande veillée aux chandelles qui se tenait autrefois le 4 juin dans le parc Victoria pour commémorer la répression de Tian'anmen de 1989, initialement organisée par l'Alliance hongkongaise de soutien aux mouvements patriotiques et démocratiques de Chine, un groupe issu de la société civile, n'a pas eu lieu pour la sixième année consécutive. Ce jour-là, le bureau de l'Union a à nouveau placé des bougies à ses fenêtres, en signe de souvenir.

Le 4 juin, la police a arrêté deux personnes près du parc Victoria et en a emmené dix autres. Les deux personnes ont été arrêtées respectivement pour défaut de présentation d'un document d'identité et pour soupçon d'entrave à l'exercice des fonctions d'agents de police.

En ce qui concerne la commémoration, le propriétaire de la voiture portant la plaque d'immatriculation «US 8964» — une série de chiffres associés à la date de la répression de Tian'anmen en 1989 — a décidé de déménager au Royaume-Uni, sa famille ayant été victime de harcèlement au travail et à l'école. Ce propriétaire a en outre découvert que le compte qu'il détenait auprès du département des transports avait été «verrouillé», ce qui signifie que toute

opération liée à ses plaques d'immatriculation et à ses voitures devait être préalablement approuvée par la police.

Les zones de manifestation habituelles situées à côté du bâtiment du Conseil législatif restent fermées. De petites manifestations ont toutefois eu lieu, sous forte présence policière, à l'occasion du troisième anniversaire de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie. Des policiers en civil ont vérifié les cartes d'identité des participants et des journalistes sur place. Plusieurs personnes ont également manifesté en faveur de la Palestine devant le consulat des États-Unis sans intervention des autorités.

Les autorités ont continué de décourager l'organisation de manifestations à l'occasion de la fête du Travail, le 1^{er} mai, et ont également étendu leurs pressions à des groupes favorables au pouvoir en place, tels que la Fédération des syndicats et la Fédération des syndicats de Hong Kong et de Kowloon, qui, avant 2020, avaient l'habitude de célébrer la fête du Travail du 1^{er} mai. En avril 2025, la police aurait exprimé des inquiétudes quant au maintien de l'ordre lors d'une éventuelle manifestation, ce qui aurait conduit le syndicat à annuler l'événement.

En février, l'association professionnelle de taxis «Tele-call» de Hong Kong a annulé une grève prévue de cinq jours après la mise en garde du chef de l'exécutif de Hong Kong sur le préjudice qu'une telle action pourrait causer «aux intérêts de la population». Le syndicat avait exigé des mesures coercitives à l'égard des services de covoiturage non agréés.

Dans le même temps, les autorités ont continué d'offrir une grande latitude aux groupes favorables au pouvoir en place qui critiquent l'UE ainsi que d'autres pays partageant les mêmes valeurs, pour organiser des manifestations. En 2025, quatre manifestations de ce type ont eu lieu devant le bâtiment qui abrite le bureau de l'UE, en réaction aux déclarations de l'UE relatives aux droits de l'homme.

La liberté d'association a continué de subir de fortes pressions en 2025. Plusieurs groupes importants de la société civile ont été dissous. Le 28 février, l'organisation à but non lucratif Hong-Kong Unison, qui œuvrait essentiellement en faveur des droits des minorités ethniques, a décidé de mettre fin à ses activités après 24 ans d'existence. Le 12 juin, le China Labour Bulletin, établi à Hong Kong et fondé en 1994 par le militant syndical Han Dongfang, a annoncé sa décision de se dissoudre, invoquant des difficultés financières et une situation d'endettement. Le groupe avait soutenu, depuis Hong Kong, des mouvements syndicaux en Chine continentale. Le 30 juin, le groupe Riders' Rights Concern, fondé en 2021 et consacré à la défense des droits des livreurs, a annoncé la cessation de ses activités avec effet immédiat.

Le 1^{er} août, la « Society for Protection of the Harbour», association de défense de l'environnement de premier plan qui avait été fondée il y a 29 ans et qui, en 1997, avait milité avec succès en faveur de la protection juridique du port Victoria, a annoncé sa dissolution, invoquant les récentes modifications législatives qui facilitent l'assèchement de terres gagnées sur la mer et qui ont compromis sa mission. Alors que cette association bénéficiait du soutien des anciens chefs exécutifs de la ville, Tung Chee-hwa et Carrie Lam, le journal Ta Kung Pao, soutenu par Pékin, a accusé le groupe de «résistance douce».

Le 22 août, le gouvernement a publié au journal officiel des avis de radiation de près de 300 associations du registre des associations, déclarant que celles-ci auraient «cessé d'exister». Parmi ces associations figuraient six groupes prodémocratie aujourd'hui disparus, dont

«Scholarism», fondé par le militant en détention Joshua Wong, et le groupe politique prodémocratie «People Power».

Tout au long de l'année écoulée, plusieurs groupes de la société civile ont dû faire face à des annulations de dernière minute de réservations de lieux où ils avaient prévu d'organiser des événements. Par exemple, un jour avant le forum sur l'écotourisme prévu le 22 juin, l'université chinoise de Hong Kong a informé Greenpeace que le lieu d'accueil prévu devait faire l'objet de travaux, ce qui a contraint les organisateurs à tenir l'événement en ligne.

Cette nouvelle pratique a également visé des membres du corps consulaire. Dans un entretien publié en juillet, le consul général américain sortant, Gregory May, a révélé que la mission diplomatique rencontrait des difficultés «croissantes» pour trouver des lieux d'accueil, les hôtes s'étant à plusieurs reprises désistés à la dernière minute, certains invoquant des pressions exercées par les autorités.

Le 15 avril, Amnesty International a annoncé la création d'une nouvelle section consacrée à Hong Kong et établie à l'étranger, à la suite de la fermeture de ses bureaux dans la ville en 2021. Le bureau est dirigé par des militants de Hong Kong qui œuvrent depuis l'Australie, le Canada, Taïwan, le Royaume-Uni et les États-Unis.

La liberté académique continue d'être soumise à des pressions, avec une autocensure largement répandue, en particulier dans les sciences humaines et les sciences sociales. En 2025, les huit universités financées par des fonds publics ont dû signer un nouvel accord de responsabilité, qui comporte des clauses imposant aux universités de suivre les «conseils et orientations» du gouvernement central et de se mettre en concordance avec les déclarations du dirigeant chinois Xi Jinping.

L'Institut d'études sur l'Asie-Pacifique de Hong Kong de l'université chinoise de Hong Kong a mis fin aux contrats de deux directeurs de recherche honoraires — l'ancien diplomate américain Morton Holbrook et l'universitaire taïwanais Hsin-Huang Hsiao — à la suite des critiques formulées le 30 juillet par le journal Ta Kung Pao, contrôlé par Pékin.

En août, l'université de Hong Kong et l'université des sciences et des technologies de Hong Kong se sont associées à l'université de Tsinghua pour coorganiser une conférence intitulée «Global Comparative Perspectives on Xinjiang» («Perspectives comparatives mondiales sur le Xinjiang»).

Tous les chercheurs issus des établissements universitaires situés à Hong Kong ont annulé leur participation à la «Third International Conference on Global Hong Kong Studies: Resilience & Transformation» («Troisième conférence internationale sur les études mondiales consacrées à Hong Kong: résilience et transformation»), organisée début décembre par l'Institut de sociologie de l'Academia Sinica à Taïwan, apparemment à la suite de pressions politiques.

Néanmoins, au cours de l'année écoulée, le secteur de l'enseignement supérieur de Hong Kong a obtenu de bons résultats dans les tableaux de classement. Dans le classement mondial des universités QS 2026 publié en juin, cinq universités de Hong Kong figuraient parmi les 100 meilleures au monde. L'un de ces établissements a progressé de six places pour occuper désormais la 11^e position à l'échelle mondiale, soit son meilleur classement à ce jour. Dans le classement mondial des universités 2026 établi par la revue Times Higher Education

et publié en octobre, six établissements de Hong Kong figuraient parmi les 200 meilleures universités au monde, un record pour la ville.

L'année 2025 a été marquée par un bilan mitigé en ce qui concerne les droits des personnes LGBTIQ+. Le 10 septembre, le Conseil législatif a rejeté le projet de loi sur les partenariats entre personnes de même sexe, qui aurait instauré un cadre distinct reconnaissant les partenariats homosexuels conformément à un arrêt rendu en septembre 2023 par la Court of Final Appeal. 71 des 87 députés ont voté contre le projet d'acte législatif, 14 ont voté pour et un s'est abstenu. C'est le premier et unique projet de loi proposé par le gouvernement et rejeté par le pouvoir législatif de l'époque, au cours de son mandat de quatre ans.

En vertu de ce projet de loi, les couples de même sexe auraient d'abord dû faire enregistrer leur relation en dehors de Hong Kong. Le mécanisme aurait alors accordé aux couples un nombre limité de droits en matières médicales et successorales. Le document indiquait expressément que ce cadre ne serait pas équivalent au mariage.

Néanmoins, le projet de loi a fait l'objet de critiques de la part des principaux partis politiques de la ville et de la communauté LGBTIQ+. Pour les groupes conservateurs, le cadre aurait, de fait, assimilé les relations entre personnes de même sexe à des mariages, tandis que, pour certains membres de la communauté LGBTIQ+, le cadre n'assurait pas une protection suffisante de leurs droits. La commission d'examen des projets de loi, qui a analysé le projet législatif, a invité les citoyens à présenter leurs observations. Plus de 10 000 contributions ont été reçues. Selon les autorités, seuls 19 % des répondants étaient en faveur de ce projet de loi.

À la suite du veto opposé au projet de loi par le Conseil législatif, le chef de l'exécutif s'est engagé, le 16 septembre, à annoncer des mesures administratives à titre de mesures correctives, afin de satisfaire à l'exigence constitutionnelle avant la date limite du 17 octobre, comme l'avait ordonné la Court of Final Appeal. À la fin de l'année, aucune information concernant les mesures annoncées n'avait encore été rendue publique. Des juristes du monde universitaires ont mis en garde contre le préjudice porté à l'état de droit à Hong Kong si les suites données à l'obligation juridique imposée par la Court of Final Appeal étaient insuffisantes.

Bien qu'il ait été demandé que le comité permanent du Congrès national du peuple soit invité à interpréter la loi fondamentale sur la question, de manière à annuler la décision de la Court of Final Appeal, les autorités ont fait preuve de retenue. Le bureau des affaires de Hong Kong et de Macao sous l'égide du Conseil des affaires de l'État s'est contenté de publier un article d'opinion après le veto, affirmant que ce vote correspondait à la réalité sociale de Hong Kong et reflétait les valeurs dominantes de la société. L'article indiquait également que l'administration, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire avaient traité la question conformément à la loi.

Plus tôt dans l'année, le Conseil législatif avait déjà adopté une motion non contraignante sur le «maintien du système de mariages monogamiques et hétérosexuels à Hong Kong». 69 membres avaient voté en faveur de la motion, aucun n'avait contre et 10 s'étaient abstenus.

Dans le même temps, les groupes LGBTIQ+ ont eu de plus en plus de difficultés à organiser des événements. Les organisateurs de Pink Dot, une manifestation institutionnelle de grande ampleur en faveur des droits des personnes LGBTIQ+ prévue le 12 octobre, ont révélé le 31 juillet que le partenaire initial chargé d'accueillir l'événement avait finalement refusé de louer son espace sans fournir d'autres explications. L'événement a finalement eu lieu sous la

forme d'un concert en ligne. La manifestation en plein air qu'est le Rainbow Festival, organisée par le «Hong Kong Pride Committee», n'a pas pu se tenir en extérieur comme prévu au départ le 29 novembre, le lieu d'accueil n'ayant plus été accessible en raison de «travaux de construction».

D'autres événements sociaux ont toutefois pu se dérouler comme prévu. Un groupe d'ONG locales, sous l'impulsion de Gay Harmony, est parvenu à organiser, le 17 mai, à l'occasion de l'IDAHOBIT, une fête de rue ouverte au public en soutien au projet de loi sur l'enregistrement des partenariats entre personnes de même sexe. L'édition annuelle de la marche des fiertés («Pride Bazaar»), organisée par l'ONG Gay Harmony, a fait son retour pour la cinquième fois et s'est déroulée du 14 au 15 juin dans un lieu non accessible au public.

Le pouvoir judiciaire de Hong Kong a continué de faire progresser les droits des personnes LGBTIQ+. Le 23 juillet, la High Court a accueilli la prétention d'un plaignant anonyme, selon laquelle le gouvernement avait manqué à son obligation constitutionnelle de préserver les droits fondamentaux des résidents en érigeant en infraction l'utilisation de toilettes publiques réservées au sexe opposé par des membres de la communauté transgenre. Le gouvernement a interjeté appel de ce jugement.

Par ailleurs, le 9 septembre, la High Court s'est prononcée en faveur d'un couple de lesbiennes qui souhaitait faire inscrire le nom de la partenaire de la mère biologique dans l'acte de naissance de leur fils. Le couple, une Hongkongaise et une Sud-Africaine, s'était marié à l'étranger en 2019. L'enfant avait été conçu par fécondation in vitro.

En ce qui concerne les demandeurs d'asile, le gouvernement a renforcé sa capacité de traitement. En février, le pouvoir judiciaire a nommé, auprès du Court of First Instance (tribunal de première instance), le premier juge adjoint chargé de connaître exclusivement des affaires relatives aux demandes de non-refoulement.

Les travailleurs domestiques étrangers à Hong Kong restent un groupe vulnérable. En juin, la Court of Final Appeal a rejeté la demande de contrôle juridictionnel introduite par une aide domestique étrangère qui soutenait que la police n'avait pas donné suite à sa plainte contre son employeur en raison de l'absence de législation spéciale interdisant le travail forcé.

Les droits des prisonniers sont toujours un sujet de préoccupation. Les Prison (Amendment) Rules 2025 [règles pénitentiaires (modificatives) de 2025], qui restreignent les droits de visite, sont entrées en vigueur le 18 juillet. La visite d'une personne — y compris les avocats et les chefs religieux — à un détenu peut désormais être restreinte, voire interdite, par le département des services correctionnels pour certains motifs, parmi lesquels la sauvegarde de la sécurité nationale. En vertu des règles antérieures, les avocats n'étaient soumis à aucune restriction et les aumôniers pouvaient rendre visite aux prisonniers «à tout moment raisonnable».

Tout au long de l'année, des associations implantées en dehors de Hong Kong et des proches de personnes détenues ont continué de faire part de leurs préoccupations quant aux conditions de détention, parmi lesquelles le recours à l'isolement cellulaire et le refus prétendu d'accès aux rites religieux. Chow Hang-tung, la militante prodémocratie en détention, membre de l'Alliance hongkongaise, a connu l'isolement cellulaire à plusieurs reprises en 2025.

Selon l'examen annuel 2024 publié par le département des services correctionnels en février 2025, le nombre moyen quotidien de personnes en détention provisoire était de 3 650, soit une augmentation annuelle de 18 % et un nouveau record depuis 2000. À la fin de l'année 2024, 591 personnes étaient détenues pour leur implication dans des infractions liées aux manifestations de 2019 et à la législation sur la sécurité nationale, ce qui représente une baisse de 24 % en glissement annuel.

II. Évolution de la situation économique

C'est en toute indépendance que Hong Kong met en œuvre des accords commerciaux, et il établit sa politique monétaire de manière autonome par rapport à la Chine continentale. En 2025, Hong Kong est resté un territoire juridique distinct de la Chine continentale pour les questions de politique économique. Il a conservé une monnaie distincte non restreinte par des limitations de capitaux, ainsi que des structures réglementaires à part pour surveiller les entreprises exerçant leurs activités sur son territoire.

Selon le rapport sur l'investissement dans le monde 2025 publié par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement¹⁷, Hong Kong était, en 2024, **la troisième destination au monde pour les investissements directs étrangers**. En outre, Hong Kong est l'une des plus grandes **économies commerciales** au monde (se classant en septième position en 2024)¹⁸, dont les exportations consistent essentiellement en des réexportations.

L'économie de Hong Kong est **dominée par les services** (qui représentent 94 % du PIB), dont les services financiers et la logistique, tandis que l'industrie manufacturière ne représente qu'une fraction infime du PIB (1 %).

L'économie de Hong Kong a progressé pour la troisième année consécutive en 2025, avec une augmentation de 3,5 % du PIB en glissement annuel¹⁹, après une hausse de 2,5 % en 2024. La croissance économique a été soutenue par de bons résultats dans le secteur des services financiers ainsi que dans le commerce et la logistique, tandis que les secteurs de la construction, de l'immobilier et du tourisme ont continué de connaître des difficultés.

L'inflation est restée modérée en 2025, avec une hausse annuelle de 1,4 % de l'indice des prix à la consommation au cours de l'année. **Le taux de chômage** était de 3,6 % en décembre 2025, soit une augmentation par rapport au taux de 3,0 % enregistré en décembre 2024.

Le **secteur du commerce et de la logistique** a continué de croître au cours de l'année. La valeur du commerce extérieur de marchandises de Hong Kong a augmenté de 15,5 % pour atteindre 10 930 milliards de HKD (1 200 milliards d'EUR)²⁰ au cours de l'année (après une hausse de 7,3 % en 2024). La position de Hong Kong en tant que plaque tournante des échanges de marchandises est essentiellement soutenue par son rôle de centre de transit et de réexportation.

¹⁷ Site web de la Cnuced:

<https://unctad.org/topic/investment/world-investment-report>

¹⁸ Bureau du recensement et des statistiques de la région administrative spéciale de Hong Kong.

https://www.censtatd.gov.hk/en/web_table.html?id=410-51041

¹⁹ Communiqué de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong:

https://www.censtatd.gov.hk/en/press_release_detail.html?id=5724.

²⁰ Somme convertie en euros au taux de change 1 EUR = 9,01 HKD (fin décembre 2025):

https://commission.europa.eu/funding-tenders/procedures-guidelines-tenders/information-contractors-and-beneficiaries/exchange-rate-infoeuro_fr

Le **secteur financier** a été soutenu par une forte augmentation des introductions en bourse. On recense 119 introductions en bourse à Hong Kong en 2025 (contre 71 en 2024), tandis que le montant total levé lors de celles-ci a augmenté de 226,8 % en glissement annuel pour atteindre 285,8 milliards de HKD (31,7 milliards d'EUR). En 2025, Hong Kong a été, en valeur, le plus grand pôle mondial pour les introductions en bourse. Au cours de l'année, l'**indice Hang Seng de Hong Kong** a rebondi de 29,7 %, tandis que la **capitalisation boursière** de la place de Hong Kong a augmenté de 34,2 % pour s'établir à 47 400 milliards de HKD (soit 5 300 milliards d'EUR). Le chiffre d'affaires quotidien moyen du marché a augmenté de 89,5 % en glissement annuel pour s'établir à 249,8 milliards de HKD (soit 27,7 milliards d'EUR). Fin octobre 2025, Hong Kong était la sixième bourse mondiale et la troisième bourse asiatique par capitalisation boursière, ainsi que la plus grande plateforme offshore en CNY.

Le **tourisme et les secteurs connexes tributaires des dépenses des touristes** doivent encore retrouver leur niveau de 2018, dernière année «normale» pour les flux touristiques à destination de Hong Kong avant le début de la pandémie de COVID-19. Hong Kong a accueilli 49,9 millions de visiteurs en 2025, soit une augmentation de 12,1 % en glissement annuel, mais cela n'a représenté que 76,6 % du nombre de visiteurs accueillis en 2018. Les visiteurs originaires de Chine continentale représentaient 75,8 % du total, soit 37,8 millions de touristes. Les visiteurs présents à Hong Kong ont également dépensé moins par personne pendant l'année, de sorte que les dépenses touristiques totales au cours des neuf premiers mois de 2025 (la dernière période pour laquelle des données sont disponibles) ont augmenté de 5,8 % en glissement annuel (contre une augmentation de 12,1 % des arrivées). La valeur des **ventes au détail** (qui sont influencées par les dépenses touristiques) n'a augmenté que modérément, de 1,0 % en glissement annuel pour atteindre 380 milliards de HKD (42,2 milliards d'EUR), au cours de l'année, ce qui n'a représenté que 78 % de leur niveau de 2018. Les faibles résultats observés dans les ventes au détail ont également été accentués par le fait que les résidents de Hong Kong se rendent dans la ville voisine de Shenzhen pour leurs achats et leurs loisirs.

L'**aviation** et les secteurs d'activités connexes ont continué de se redresser en 2025, mais le nombre de vols et de passagers à l'aéroport international de Hong Kong est resté inférieur aux niveaux d'avant la pandémie. En 2025, le nombre de vols à destination et au départ de Hong Kong a augmenté de 8,7 % pour atteindre 394 732 vols et le nombre de passagers s'est accru de 15,0 % pour atteindre 60,8 millions d'unités, mais ces chiffres étaient toujours inférieurs de respectivement 6,0 % et 14,6 % à ceux de 2019. Le fret aérien a connu une hausse de 2,8 % en glissement annuel pour atteindre 5,0 millions de tonnes en 2025 (ce qui représente aussi 7,1 % de plus qu'en 2019). Pendant l'année, Hong Kong a conservé sa position de plaque tournante du fret aérien la plus active au monde. Avec une troisième piste désormais opérationnelle, Hong Kong dispose d'une capacité de 120 millions de passagers et de 10 millions de tonnes de fret.

Le **système de taux de change lié** de la RAS est resté en place au cours de l'année, 1 USD valant entre 7,75 et 7,85 HKD. Les avoirs de réserve de change ont été globalement stables, terminant l'année 2025 à 427,9 milliards d'USD, en légère hausse par rapport aux 421,5 milliards d'USD à la fin 2024.

Le budget présenté en février 2025 prévoyait un déficit consolidé pour l'exercice 2025-2026 (se terminant le 31 mars 2026) de 163 milliards de HKD (18,1 milliards d'EUR), hors produits tirés de l'émission d'obligations d'État. La situation budgétaire s'est améliorée au cours de l'année. Les analystes ont prévu que le compte d'exploitation du budget du gouvernement deviendrait excédentaire à la fin de l'exercice se terminant en mars 2026, tandis que le compte consolidé (compte d'exploitation + compte de capital) continuerait à enregistrer un déficit

(sixième déficit de Hong Kong en sept ans). Le gouvernement de Hong Kong a financé les déficits en émettant des obligations d'État et en puisant dans ses réserves budgétaires. En décembre 2025, la dette publique s'élevait à environ 12,4 % du PIB, soit une augmentation par rapport à l'absence presque totale de dettes en 2019.

Environnement des entreprises

La perception de l'environnement des entreprises à Hong Kong par la communauté des entreprises européennes s'est légèrement améliorée en 2025. C'est ce qui ressort d'une enquête sur le climat des affaires menée auprès d'entreprises suédoises, publiée en mai 2025²¹ (ci-après l'«enquête auprès des entreprises suédoises») et d'une enquête sur la confiance des entreprises allemandes réalisée en août 2025 (ci-après l'«enquête auprès des entreprises allemandes»)²². Selon l'enquête auprès des entreprises allemandes, la confiance des entreprises a atteint son niveau le plus élevé depuis la création de l'enquête en 2019. La confiance s'est établie à 3,84 (sur une échelle de 1 à 5), soit une progression par rapport aux 3,36 de 2024 et aux 2,30 de 2022 (le niveau le plus bas jamais enregistré). Dans l'enquête auprès des entreprises suédoises, le climat des affaires à Hong Kong a obtenu une note de 3,3 (sur 5), soit une augmentation par rapport aux 3,1 de 2024.

Les entreprises continuent, dans une large mesure, de percevoir Hong Kong comme un **centre d'affaires compétitif** doté d'une forte proposition de valeur. L'implantation d'une entreprise à Hong Kong présente des avantages, parmi lesquels: un système fiscal simple au faible taux d'imposition; la situation géographique de Hong Kong, sa connectivité et son accès à la Chine continentale; un cadre facilitant la conduite des affaires; la libre circulation des capitaux et la pleine convertibilité du dollar de Hong Kong; le système de common law; la sécurité des données, un faible niveau de corruption et un niveau élevé de sécurité publique. Les entreprises estiment qu'il est important que ces avantages demeurent pérennes. La perception de l'ouverture économique de Hong Kong se reflète dans l'enquête menée auprès des entreprises suédoises, dans laquelle Hong Kong est qualifié de marché présentant le moins d'entraves commerciales au monde. Dans l'enquête menée auprès des entreprises allemandes, 92,4 % des répondants n'envisageaient pas de délocalisation au cours des 12 prochains mois (7,6 % envisageant une délocalisation partielle), tandis que 31,9 % ont évoqué des projets d'investissement supplémentaire à Hong Kong (les autres répondants déclarant ne pas avoir de tels projets ou être indécis).

Les entreprises de Hong Kong ont également fait état de plusieurs difficultés. Parmi les principales difficultés figurent les **coûts élevés** de l'exploitation d'une entreprise à Hong Kong (tels que les coûts de main-d'œuvre et les coûts immobiliers), le recrutement et la disponibilité des **talents**, ainsi que des changements dans le réservoir de talents de Hong Kong. **L'évolution, depuis 2019, de la situation politique et juridique** locale, y compris la mise en œuvre de la législation sur la sécurité nationale et les préoccupations relatives à la liberté d'expression et d'information, constitue un sujet d'inquiétude supplémentaire pour les entreprises étrangères et celles de l'UE. Dans l'enquête menée auprès des entreprises allemandes, le climat politique était considéré comme le deuxième domaine le plus préjudiciable à la compétitivité de Hong Kong (après la problématique des coûts). Dans l'enquête suédoise, 38 % des répondants ont

²¹ Enquête sur le climat des affaires menée en 2025 auprès des entreprises suédoises implantées dans la RAS de Hong Kong, réalisée par Business Sweden, la Chambre de commerce suédoise et le consulat général de Suède.

<https://www.business-sweden.com/insights/reports/business-climate-surveys/hong-kong-sar-business-climate-survey-2025/>

²² Enquête 2025 sur la confiance des entreprises, réalisée par le secteur de l'industrie et du commerce allemands ainsi que par la Chambre de commerce allemande à Hong Kong.

<https://hongkong.ahk.de/en/news/german-business-in-hong-kong-2025>

estimé que l'évolution de la situation politique avait une incidence négative ou très négative sur le climat des affaires à Hong Kong (contre 51 % en 2024), la principale préoccupation étant que cette évolution compromette le statut de Hong Kong en tant que centre d'affaires international et nuise à la liberté d'expression et à la liberté des médias, tandis que 43 % ont fait état d'une incidence neutre et 6 %, d'une incidence positive. Les deux enquêtes ont également révélé l'existence de préoccupations concernant le système juridique et le pouvoir judiciaire. L'incidence des droits de douane américains sur les activités des entreprises de l'UE à Hong Kong était également source d'inquiétudes.

Il est resté au nombre des politiques essentielles du gouvernement d'**attirer les talents à Hong Kong**. Au cours de l'année, la plupart des travailleurs que Hong Kong a attirés dans le cadre de divers programmes gouvernementaux de recherche de talents étaient des ressortissants de Chine continentale (par exemple, au premier semestre 2025, selon les données disponibles les plus récentes au moment de la rédaction du présent rapport, ceux-ci représentaient 97 % des candidatures approuvées dans le cadre du programme d'admission des migrants de qualité; 87 % des candidatures approuvées dans le cadre du programme d'admission des talents en matière de technologie; et 94 % des candidatures approuvées dans le cadre du programme de passes pour les meilleurs talents).

Selon une récente enquête annuelle relative aux sociétés étrangères établies à Hong Kong, menée par le bureau du recensement et des statistiques de Hong Kong, **le nombre de sociétés étrangères (à l'exclusion des sociétés de Chine continentale) a augmenté** en 2025 de 8,7 % par rapport à 2024, pour atteindre un niveau historique de 7 980 sociétés. Cela représente également une augmentation par rapport aux niveaux d'avant la pandémie, avec une augmentation de 10,2 % en comparaison avec 2019. Toutefois, les sociétés étrangères étaient aussi de plus petite taille, avec 46,0 membres du personnel en moyenne par société, ce qui représente une baisse de 7,1 % par rapport à 2024 (49,5 membres du personnel) et de 15,7 % par rapport à 2019 (54,5 membres du personnel). En outre, le nombre de sociétés étrangères (non chinoises) ayant leur siège régional et leurs bureaux régionaux dans la RAS est resté inférieur, en recul de 8,6 %, par rapport à 2019 (malgré une augmentation de 3,9 % en glissement annuel en 2025). Dans le même temps, le **nombre de sociétés de Chine continentale** établies à Hong Kong a bondi de 17,9 % en glissement annuel en 2025 et de 71,8 % en comparaison avec 2019 (celles-ci représentent désormais 27,8 % des sociétés exogènes au territoire, contre 19,9 % en 2019).

En **mars 2025**, le conglomérat **CK Hutchison Holdings Ltd (CK Hutchison)**, établi à Hong Kong, a annoncé une opération stratégique d'envergure visant à céder la majeure partie de ses activités portuaires mondiales (43 ports/terminaux) réparties dans 23 pays (à l'exclusion des ports situés en Chine continentale et à Hong Kong), y compris sa participation majoritaire dans la Panama Ports Company (PPC), qui exploite des terminaux aux deux extrémités du canal de Panama²³. L'opération, d'une valeur de quelque 22,8 milliards d'USD, a fait l'objet d'un accord de principe avec un consortium dirigé par le gestionnaire d'actifs américain BlackRock Inc. ainsi qu'avec des partenaires tels que Terminal Investment Limited (TiL), filiale de Mediterranean Shipping Co. (MSC). L'opération a été annoncée par CK Hutchison dans un contexte de tensions géopolitiques. Au cours de l'année, de nombreux rapports ont fait état de critiques formulées contre cette vente par des responsables de Hong Kong et de Chine continentale, ainsi que de pressions exercées par Pékin pour qu'un investisseur stratégique

²³ Communiqué commun de CK Hutchison Holdings Limited et de BlackRock Inc., Global Infrastructure Partners et Terminal Investment Limited.
https://www.ckh.com.hk/en/media/press_each.php?id=3431.

chinois, qui serait COSCO Shipping, prenne part à l'opération. En juillet 2025, **CK Hutchison a annoncé** la poursuite des discussions afin d'inviter un investisseur stratégique majeur de Chine continentale à rejoindre le consortium en tant que membre important²⁴. À la fin de 2025, l'accord n'était pas scellé et restait politiquement sensible. En outre, un arrêt de la Cour suprême du Panama a annulé la concession de CK Hutchinson et, dans l'intervalle, c'est Maersk qui a repris l'exploitation des deux terminaux du canal de Panama (Balboa et Cristóbal). Cette situation pourrait également compliquer tout futur accord sur ces ports.

Politiques économiques

Dans son **discours annuel de politique générale du 17 septembre 2025**, le chef de l'exécutif de Hong Kong a principalement mis l'accent sur le développement économique et les politiques économiques. Il y a annoncé une initiative visant à tirer parti des atouts de Hong Kong en tant que pôle d'affaires et plateforme d'exportation afin d'**aider les entreprises de Chine continentale à se développer à l'étranger**. Il y évoque un changement d'orientation stratégique, les entreprises de Chine continentale explorant de manière proactive les marchés émergents. En octobre 2025, le gouvernement de Hong Kong a créé le groupe de travail chargé d'accompagner les entreprises de Chine continentale dans leur expansion à l'international (GoGlobal Task Force)²⁵, dans le but de mobiliser les bureaux de Hong Kong à l'étranger, ainsi que ceux implantés en Chine continentale, afin d'encourager les entreprises de Chine continentale à tirer parti de Hong Kong pour étendre leurs activités à l'étranger. Le discours de politique générale mentionne également les objectifs suivants: 1) encourager les entreprises de Chine continentale à établir leur centrale de trésorerie de groupe et leur siège régional à Hong Kong; 2) aider les banques de Chine continentale à se développer sur des marchés tels que l'Asie du Sud-Est et le Moyen-Orient; 3) tirer parti du secteur des salons professionnels de Hong Kong, une plateforme idéale pour les marques de Chine continentale souhaitant «se développer à l'international»; 4) développer des services d'audit carbone afin d'aider les entreprises qui se développent à l'international à se conformer aux exigences internationales; et 5) mobiliser les services juridiques de Hong Kong pour soutenir l'expansion des entreprises de Chine continentale.

L'accélération du développement de la **métropole du Nord** (dont la superficie et la population absorbée prévues devraient représenter environ un tiers de celle de Hong Kong) en tant que «nouveau moteur du développement économique de Hong Kong» constituait un axe politique majeur dans le discours de politique générale. Parmi les initiatives évoquées dans le discours, qui visent à accélérer le développement et à promouvoir la participation au marché, figurent i) l'introduction d'une approche de «développement par phase» inspirée de la Chine continentale; ii) l'abaissement de la prime foncière avec des possibilités de paiement échelonné et/ou en fonction de la surface au sol effectivement construite (plutôt que la surface au sol maximale); et iii) le recours à des cessions de terrains à grande échelle (une première cession de terrains à grande échelle ayant été lancée en décembre)²⁶. L'un des objectifs déclarés est également de réduire les coûts et les délais de construction en intégrant des technologies, des matériaux et des équipements de construction provenant de Chine continentale et de l'étranger. Le discours de politique générale a également annoncé des procédures simplifiées pour la

²⁴ Communiqué de CK Hutchison Holdings Limited.

<https://www1.hkexnews.hk/listedco/listconews/sehk/2025/0728/2025072800045.pdf>.

²⁵ Communiqué de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong: <https://www.info.gov.hk/gia/general/202510/06/P2025100600200.htm>.

²⁶ Communiqué de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong: <https://www.info.gov.hk/gia/general/202512/29/P2025122900705.htm>.

création, par les pouvoirs publics, de sociétés gestionnaires de parcs industriels (en décembre, une société gestionnaire de parcs industriels, entièrement détenue par le gouvernement, a été créée pour développer le parc industriel Hung Shui Kiu dans la métropole du Nord)²⁷. Le renforcement de la gouvernance figurait également parmi les objectifs déclarés du discours de politique générale. Une commission de développement de la métropole du Nord, présidée par le chef de l'exécutif, a ainsi été créée et s'est réunie pour la première fois le 29 septembre. Trois groupes de travail ont été mis sur pied au sein de la commission, présidés respectivement par le secrétaire aux finances, le secrétaire général de l'administration et le secrétaire adjoint aux finances. La task force instituée dans le cadre de la collaboration sur la stratégie de développement de la métropole du Nord, composée des autorités de Hong Kong et de Shenzhen, a tenu ses sixième et septième réunions au cours de l'année.

Le développement de la métropole du Nord s'est poursuivi pendant l'année. Le gouvernement a lancé des appels à manifestation d'intérêt, notamment pour les chemins de fer, l'écotourisme et la cession de terrains à grande échelle. La métropole du Nord joue un rôle important dans la stratégie du gouvernement visant à renforcer Hong Kong en tant que centre international d'innovation et de technologie (I&T). Le gouvernement a repris un premier lot de terrains²⁸ [plus précisément il a récupéré la propriété foncière auprès de propriétaires privés en vertu de l'ordonnance sur la reprise des terrains (Lands Resumption Ordinance)] dans la technopole de San Tin — une nouvelle zone consacrée à l'innovation et à la technologie dans la métropole du Nord — et a publié un plan de promotion immobilière de la technopole²⁹. Un appel d'offres ouvert a été lancé au sein du pôle Sandy Ridge Data Facility (portant sur les infrastructures de calcul à haute performance, les données, l'intelligence artificielle et les industries numériques)³⁰. La construction des trois premiers bâtiments du Hong Kong Park — qui fait partie de la zone de coopération en matière d'innovation scientifique et technologique Shenzhen-Hong Kong — situé sur les deux rives du fleuve Shenzhen, a été achevée et le chef de l'exécutif a officiellement inauguré le parc le 22 décembre³¹. Une ville universitaire sera également construite dans la métropole du Nord.

Bien que les entreprises de l'UE présentes à Hong Kong dans les secteurs de la construction, de l'ingénierie et des infrastructures estiment que le développement de la métropole du Nord offrira des débouchés commerciaux, elles ont également fait état d'une concurrence accrue de la part des entreprises chinoises dans ces domaines.

Afin de renforcer le rôle de la RAS en tant que **pôle commercial international** dans un contexte géopolitique en mutation, il a été annoncé dans le discours de politique générale que Hong Kong s'efforcerait d'étendre ses réseaux d'accords commerciaux et d'investissement et d'ouvrir de nouveaux bureaux économiques et commerciaux. Le commerce numérique sera davantage encouragé afin de réduire les coûts et de favoriser l'efficacité, y compris en ce qui concerne le commerce électronique, le crédit commercial et l'accès des PME au crédit. Il est également prévu d'étendre encore le guichet unique commercial de Hong Kong (destiné au

²⁷ Communiqué de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong: https://www.news.gov.hk/eng/2025/12/20251229/20251229_145136_027.html.

²⁸ Communiqué de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong: https://www.news.gov.hk/eng/2025/07/20250710/20250710_174216_088.html.

²⁹ Schéma conceptuel du plan de développement de l'industrie de l'innovation et de la technologie dans la technopole de San Tin <https://www.info.gov.hk/gia/general/202511/20/P2025112000367.htm>.

³⁰ Communiqué de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong: <https://www.info.gov.hk/gia/general/202510/10/P2025100900761.htm>.

³¹ Communiqué de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong: https://www.news.gov.hk/eng/2025/12/20251222/20251222_195653_282.html.

dépôt numérique de documents commerciaux) et de le relier aux guichets uniques de la Chine continentale et de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). En décembre, le gouvernement a publié une consultation à l'intention des acteurs du secteur qui portait sur la proposition de modifications législatives relatives à la numérisation des documents commerciaux que les entreprises se transmettent³².

Hong Kong a encore progressé dans son objectif de développement en tant que **centre de commerce et de stockage de matières premières**. Le discours de politique générale a annoncé des objectifs consistant à porter la capacité de stockage de l'or à plus de 2 000 tonnes, à développer le commerce de l'or, la compensation et la gestion des risques liés à ce métal précieux, à accorder des avantages fiscaux aux négociants en matières premières et à approfondir les liens avec les marchés des matières premières de Chine continentale. Au cours de l'année, la bourse de métaux de Londres, détenue à 100 % par la bourse de Hong Kong, a agréé plusieurs entrepôts de matières premières à Hong Kong (portant leur nombre total à 13 en décembre) dans le cadre de son réseau mondial d'entrepôts³³. Au cours de l'année, Hong Kong et Shenzhen ont signé un protocole d'accord portant sur la coopération dans le négoce de l'or; la bourse de l'or de Shanghai a inauguré son premier coffre-fort offshore à Hong Kong et il a été annoncé la mise en place, à Hong Kong, d'un système central de compensation pour l'or (qui devrait entrer en service en 2026)³⁴. Le comité stratégique sur les matières premières, présidé par le secrétaire aux finances, a tenu sa première réunion en décembre³⁵.

Selon le discours de politique générale, les navires détenus, gérés ou exploités par des armateurs de Hong Kong représentent près de 10 % du tonnage de la flotte marchande mondiale. Afin de renforcer le rôle de **Hong Kong en tant que pôle maritime** dans un contexte marqué par une baisse du volume de fret dans le port de Hong Kong, le discours de politique générale a annoncé la poursuite de la politique visant à développer des services maritimes à haute valeur ajoutée (par exemple, la gestion et la location de navires, l'assurance maritime, le droit maritime et l'arbitrage). Il a également été annoncé que le système de communauté portuaire³⁶ mis au point au cours de l'année serait lancé au début de l'année 2026, dans le but de promouvoir la numérisation ainsi qu'une interconnectivité portuaire intelligente et transsectorielle. Le gouvernement souhaite également étendre les connexions intermodales avec la Chine continentale (par voies ferrées, maritimes, terrestres et fluviales). En ce qui concerne les liaisons internationales, le chef de l'exécutif a annoncé en novembre l'établissement de «relations portuaires partenaires» avec deux ports situés en Chine continentale et avec le port de San Antonio au Chili³⁷.

Hong Kong prévoit également de se développer en tant que **centre de transport maritime vert et de soutage de carburants verts pour le transport maritime**. Le discours de politique générale mentionne plusieurs initiatives, telles que i) le développement d'un corridor maritime vert; ii) l'obligation faite aux navires d'installer des débitmètres massiques; iii) une étude de

³² Site web de la HKEX:

https://www.hkex.com.hk/News/News-Release/2025/251222news?sc_lang=en.

³³ Communiqué de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong:

<https://www.info.gov.hk/gia/general/202509/22/P2025092200492.htm>.

³⁴ Communiqué de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong:

<https://www.info.gov.hk/gia/general/202512/22/P2025122200457.htm>.

³⁵ Communiqué de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong:

<https://www.info.gov.hk/gia/general/202512/22/P2025122200602.htm>.

³⁶ Communiqué de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong:

https://www.news.gov.hk/eng/2025/05/20250516/20250516_192111_708.html.

³⁷ Discours du chef de l'exécutif lors de l'Asian Logistics, Maritime and Aviation Conference 2025 (conférence asiatique sur la logistique, les affaires maritimes et l'aviation 2025): <https://www.info.gov.hk/gia/general/202511/17/P2025111700478.htm>.

faisabilité sur le soutage d'ammoniac et d'hydrogène verts; et iv) des mesures visant à faciliter le commerce de carburants verts pour le transport maritime, y compris en provenance de Chine continentale. Au cours de l'année, une législation visant à garantir une utilisation sûre des carburants verts par les navires est entrée en vigueur³⁸; un code de bonnes pratiques encadrant le soutage de carburants de substitution a été publié³⁹, tandis qu'un programme d'incitation au soutage de carburants verts pour le transport maritime⁴⁰ a été lancé. Le secteur a été invité à répondre à un appel à manifestation d'intérêt portant sur le développement d'installations de stockage de carburants verts pour le transport maritime⁴¹. Un régime d'exonération de droits pour l'alcool méthylique utilisé comme carburant maritime a été adopté⁴². Une plateforme de communication sur le développement de carburants verts pour le transport maritime a été créée pour faciliter la collaboration entre les acteurs du secteur⁴³.

En 2025, l'aéroport de Hong Kong était l'aéroport de fret le plus fréquenté au monde, et le chef de l'exécutif a annoncé des projets visant à renforcer encore le rôle de **Hong Kong en tant que plaque tournante de l'aviation internationale**. Les objectifs sont les suivants: i) exploiter la troisième piste ouverte en 2024 afin d'augmenter le nombre de passagers et le trafic de fret à l'aéroport international de Hong Kong (HKIA); ii) renforcer le réseau de transport intermodal avec la région de la Grande baie (GBA) et iii) développer Airport City, la ville aéroportuaire (commerces, expositions et conventions, services culturels et récréatifs au HKIA). En décembre, la secrétaire aux transports et à la logistique a annoncé la conclusion d'accords bilatéraux sur les services aériens avec sept pays, dont un État membre de l'UE⁴⁴. En ce qui concerne l'**aviation durable**, le gouvernement a annoncé un objectif de ratio de consommation de carburants d'aviation durables (CAD) de 1 % à 2 % d'ici à 2030 pour les vols au départ du HKIA⁴⁵. Le discours de politique générale a présenté une série d'objectifs visant à développer une filière industrielle pour les CAD, à permettre aux fournisseurs locaux de CAD d'accroître leur production dans la région de la Grande baie et à construire à Hong Kong des installations où le mélange sera effectué. En octobre, Airbus et Cathay, la compagnie aérienne phare de Hong Kong, ont annoncé des investissements communs en vue de développer la production de carburants d'aviation durables⁴⁶.

En 2025, Hong Kong s'est classé au premier rang mondial des places boursières pour ce qui concerne les introductions en bourse. Afin de renforcer le rôle de Hong Kong en tant que **centre financier international**, le chef de l'exécutif a annoncé, dans son discours de politique générale, des objectifs consistant à **approfondir le marché des titres de Hong Kong**, notamment en optimisant le régime de cotation afin de promouvoir les introductions en bourse,

³⁸ Note d'information du département des affaires maritimes adressée au Conseil législatif: <https://www.legco.gov.hk/yr2025/english/panels/edev/papers/edev20250304cb3-257-2-e.pdf>.

³⁹ Code de bonnes pratiques — Lignes directrices relatives à la sécurité et aux opérations de soutage de carburants de substitution, publiées par le département des affaires maritimes de la RAS de Hong Kong:

https://www.mardep.gov.hk/filemanager/en/share/pub-services/pdf/lvs_copbun.pdf.

⁴⁰ Communiqué de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong: <https://www.info.gov.hk/gia/general/202506/30/P2025063000367.htm>.

⁴¹ Communiqué de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong: <https://www.info.gov.hk/gia/general/202509/25/P2025092500691.htm>.

⁴² Modification des règlements sur les matières premières imposables: https://www.elegislation.gov.hk/hk/cap109A?xpid=ID_1438402566727_003.

⁴³ Communiqué de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong: <https://www.info.gov.hk/gia/general/202511/19/P2025111900627.htm>.

⁴⁴ Intervention de M^{me} Mable CHAN, secrétaire aux transports et à la logistique: <https://www.tlb.gov.hk/eng/psp/speeches/transport/2025/20251209a.html>.

⁴⁵ Note d'information du Bureau des transports et de la logistique adressée au Conseil législatif: <https://www.legco.gov.hk/yr2025/english/panels/edev/papers/edev20250929cb3-1331-2-e.pdf>.

⁴⁶ Communiqué de presse d'Airbus: <https://www.airbus.com/en/newsroom/press-releases/2025-10-airbus-and-cathay-form-co-investment-partnership-for-scaling>.

y compris des entreprises technologiques et biotechnologiques, ainsi que les cotations secondaires d'entreprises chinoises cotées sur d'autres marchés. Au cours de l'année, un canal pour les entreprises technologiques a été ouvert afin de faciliter les demandes d'introduction en bourse des entreprises spécialisées dans les technologies et les biotechnologies⁴⁷, tandis que la bourse de Hong Kong (HKEX) a adopté des règles de cotation modifiées (qui offrent davantage de souplesse en matière de flottant boursier et sont entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2026) et a créé de nouveaux indices (Hang Seng Biotech Index Futures et HKEX Tech 100 Index). Parmi les initiatives visant à **renforcer le marché obligataire de Hong Kong** figurent le développement des infrastructures financières, l'établissement de connexions avec l'étranger (le discours de politique générale mentionne la Suisse et les Émirats arabes unis), la promotion de l'utilisation d'obligations d'État chinoises offshore à titre de garanties, l'introduction de contrats à terme sur les obligations d'État chinoises offshore, ainsi que le lancement éventuel d'opérations de mise en pension transfrontières en CNY. En septembre, la Securities and Futures Commission (SFC, commission des valeurs mobilières et des contrats à terme) ainsi que l'autorité monétaire de Hong Kong (HKMA) ont dévoilé une feuille de route visant à faire de Hong Kong une plaque tournante mondiale pour le marché obligataire et le marché des changes⁴⁸. Afin de renforcer le rôle de Hong Kong en tant que plus grande **plateforme offshore en CNY**, un nouvel instrument consacré aux opérations en CNY a été lancé (qui propose des quotas majorés de financement en CNY aux banques et aux entreprises)⁴⁹, tandis que le discours de politique générale a annoncé qu'un plus grand nombre d'obligations libellées en CNY seraient émises et qu'il était envisagé la possibilité de régler les dépenses publiques en CNY. Le gouvernement s'est fixé pour objectif d'encourager le développement de nouveaux produits d'assurance et de promouvoir la gestion d'actifs et de patrimoine, notamment en renforçant les régimes fiscaux préférentiels afin d'attirer davantage de capitaux; de simplifier la procédure d'agrément pour les fonds de placement immobiliers⁵⁰ et d'investir (directement ou dans le cadre de co-investissements) dans des fonds de capital-investissement et des fonds spéculatifs locaux. Au cours de l'année, la HKEX a ouvert une nouvelle filiale à Dubaï et un nouveau bureau à Riyad, a ajouté la bourse de Thaïlande à la liste des bourses reconnues, et a signé un protocole d'accord avec la bourse des valeurs d'Abou Dhabi⁵¹. En septembre, Hong Kong et les Émirats arabes unis ont conclu un protocole d'accord visant à étendre l'accès transfrontière des fonds grand public au marché en vertu d'un accord de reconnaissance mutuelle des fonds⁵².

Dans son discours de politique générale, le gouvernement a annoncé qu'il continuerait à soutenir le développement des **technologies financières et des actifs virtuels**. La SFC a publié une feuille de route réglementaire pour le marché des actifs virtuels de Hong Kong⁵³ et a annoncé l'assouplissement des règles applicables aux plateformes d'échange d'actifs virtuels localement agréées (ce qui permet à ces dernières de combiner des ordres avec ceux de

⁴⁷ Communiqué de presse de la HKEX:

https://www.hkex.com.hk/News/Regulatory-Announcements/2025/250506news?sc_lang=en.

⁴⁸ Communiqué de presse de la HKMA:

<https://www.hkma.gov.hk/eng/news-and-media/press-releases/2025/09/20250925-3/>.

⁴⁹ Site web de la HKMA:

<https://www.hkma.gov.hk/eng/key-functions/money/liquidity-facility-framework/rmb-liquidity-facility-and-primary-liquidity-providers/>.

⁵⁰ Communiqué de presse de la SFC:

<https://apps.sfc.hk/edistributionWeb/gateway/EN/news-and-announcements/news/doc?refNo=25PR164>.

⁵¹ Site web de la HKEX:

https://www.hkex.com.hk/News/News-Release/2025/251222news?sc_lang=en.

⁵² Communiqué de presse de la Securities and Futures Commission de Hong Kong:

<https://apps.sfc.hk/edistributionWeb/gateway/EN/news-and-announcements/news/doc?refNo=25PR149>.

⁵³ Feuille de route réglementaire de la SFC relative au marché des actifs virtuels de Hong Kong:

<https://www.sfc.hk/-/media/EN/files/ER/ASPIRe/ASPIRe-roadmap-for-Hong-Kongs-virtual-asset-market-Eng.pdf>.

plateformes étrangères et ce qui entraîne un allègement des modalités d'accès des investisseurs professionnels à ces actifs)⁵⁴. En mai, un projet de loi sur les jetons dits de valeur stable a été adopté en vue de l'instauration d'un régime d'agrément pour les émetteurs de jetons dits de valeur stable adossés à une monnaie fiat (FRS)⁵⁵ (fin 2025, aucun agrément n'avait été délivré)⁵⁶. Le gouvernement a publié sa déclaration de politique générale 2.0 sur le développement des actifs numériques⁵⁷. Des consultations ont été menées au sujet des propositions législatives visant à instituer des régimes d'agrément pour les prestataires de services de négoce et de conservation d'actifs virtuels ainsi que pour les prestataires de services de conseil et de gestion (l'objectif étant la présentation de projets de loi en 2026)⁵⁸. Une passerelle de paiement («payment connect») a été mise en service au cours de l'année, qui relie le système de paiement bancaire en ligne (IBPS) de la Chine continentale et le système de paiement rapide (FPS) de Hong Kong⁵⁹. En novembre, la HKMA a publié sa stratégie Fintech 2030, qui englobe les infrastructures de données et de paiement; l'intelligence artificielle; ainsi que la tokenisation et la finance numérique⁶⁰. Au cours de l'année, la HKMA a achevé la phase 2 de son programme pilote «e-HKD» (dollar de Hong Kong numérique) et elle a annoncé qu'elle accorderait, dans l'immédiat, la priorité aux travaux relatifs au HKD numérique dans le domaine des paiements de gros (y compris pour les paiements transfrontières), tout en continuant à préparer le terrain pour une éventuelle utilisation future d'un HKD numérique par les particuliers et les entreprises⁶¹.

En matière de **finance verte**, le chef de l'exécutif a annoncé, dans son discours de politique générale, des travaux en vue du développement d'un marché du carbone au sein de la région de la Grande baie, notamment i) en s'appuyant sur Core Climate (la plateforme d'échange de crédits carbone créée par la HKEX qui, selon les analystes, n'enregistre qu'un volume d'échanges limité); ii) en élaborant des normes volontaires en matière de crédit carbone; iii) en développant des services d'audit carbone et le négoce de crédits de réductions attestées d'émission de carbone. Un autre objectif est d'aider les entreprises qui utilisent Hong Kong pour s'étendre à l'international (entreprises chinoises comprises) à satisfaire aux exigences internationales en matière d'émissions de carbone. En septembre, un protocole d'accord a été signé entre la HKEX et des places boursières de la région de la Grande baie portant sur le développement des marchés du carbone et de la finance verte⁶². En septembre, la HKMA a publié un prototype en vue d'étendre la taxinomie de Hong Kong pour une finance durable (lancée en 2024)⁶³. Ce prototype ajoute deux nouveaux secteurs (industrie manufacturière et

⁵⁴ Communiqué de presse de la Securities and Futures Commission (SFC): <https://apps.sfc.hk/edistributionWeb/gateway/EN/news-and-announcements/news/corporate-news/doc?refNo=25PR182>.

⁵⁵ Communiqué de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong: https://www.news.gov.hk/eng/2025/05/20250521/20250521_170205_430.html.

⁵⁶ Site web de la HKMA:

<https://www.hkma.gov.hk/eng/regulatory-resources/registers/register-of-licensed-stablecoin-issuers/>.

⁵⁷ Déclaration de politique générale 2.0 sur le développement des actifs numériques à Hong Kong: https://gia.info.gov.hk/general/202506/26/P2025062600269_500089_1_1750909574183.pdf.

⁵⁸ Communiqué de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong: <https://www.info.gov.hk/gia/general/202512/24/P2025122400265.htm>.

⁵⁹ Communiqué de presse de la HKMA:

<https://www.hkma.gov.hk/eng/news-and-media/press-releases/2025/06/20250620-4/>.

⁶⁰ Communiqué de presse de la HKMA:

<https://www.hkma.gov.hk/eng/news-and-media/press-releases/2025/11/20251103-3/>.

⁶¹ Communiqué de presse de la HKMA:

<https://www.hkma.gov.hk/eng/news-and-media/press-releases/2025/10/20251028-4/>.

⁶² Communiqués de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong: https://www.news.gov.hk/eng/2025/09/20250923/20250923_193938_385.html.

⁶³ Communiqués de presse de l'autorité monétaire de Hong Kong: <https://www.hkma.gov.hk/eng/news-and-media/insight/2025/09/20250908/>.

TIC), des critères applicables aux activités de transition ainsi qu'une catégorie intitulée «adaptation au changement climatique». Il fait en outre référence à la taxinomie et aux normes de l'UE. Au cours de l'année, le gouvernement a continué d'émettre des obligations vertes (y compris libellées en euros) dans le cadre du programme d'obligations durables du gouvernement lancé en 2018, et de financer des programmes de finance durable⁶⁴. De nouvelles règles de la HKEX imposant aux entités cotées de publier des informations sur les risques liés au climat, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2025, seront mises en œuvre par étapes⁶⁵.

Au cours de l'année, le gouvernement a poursuivi sa politique visant à **promouvoir Hong Kong en tant que centre d'innovation et de technologie (I&T)**. Hong Kong occupait la 15^e place à l'échelle du globe (et la cinquième place en Asie) du classement de l'indice mondial de l'innovation 2025 de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, tandis que le pôle Shenzhen-Hong Kong-Guangzhou occupait le premier rang mondial en tant que pôle d'innovation⁶⁶.

Parmi les initiatives décrites dans le discours de politique générale figurent i) les mesures visant à attirer des entreprises innovantes et à forte valeur ajoutée au moyen de politiques foncières préférentielles, de subventions financières et d'incitations fiscales; ii) le renforcement du nouveau programme d'accélération de l'industrialisation; iii) l'accompagnement des PME dans l'évaluation de leurs brevets; et iv) la modification de l'ordonnance sur les droits d'auteur (Copyright Ordinance). Le discours de politique générale a également mis l'accent sur la poursuite du développement de **l'industrie des technologies de la santé et des sciences de la vie**, notamment en attirant davantage d'entreprises pharmaceutiques; en accélérant encore les procédures d'autorisation des nouveaux médicaments⁶⁷; en aidant les entreprises à commercialiser des médicaments innovants en Chine continentale et sur les marchés internationaux; en harmonisant les données cliniques au sein de la région de la Grande baie; et en encourageant les essais médicaux, y compris les essais transfrontières au sein de la région de la Grande baie (une plateforme collaborative d'essais cliniques dans la région de la Grande baie a été lancée en décembre)⁶⁸. Dans le discours de politique générale était également annoncée la création, à Hong Kong, d'un centre de réglementation des produits médicaux, et une proposition législative sur la réglementation des dispositifs médicaux a été présentée. En décembre 2025, l'hôpital de médecine chinoise de Hong Kong a ouvert ses portes⁶⁹ et un plan détaillé de développement de la médecine chinoise a été publié, lequel prévoit notamment de faire de Hong Kong une tête de pont pour favoriser l'essor mondial de la médecine chinoise⁷⁰.

L'intelligence artificielle (IA) et la science des données constituent un autre domaine devant être développé pour soutenir l'expansion de l'innovation et de la technologie. La législation sera réexaminée afin de permettre un déploiement plus large de l'IA. Il sera également recouru à l'IA pour améliorer l'efficacité du gouvernement, des services financiers et du secteur de la

⁶⁴ Parmi lesquels le programme de subventions en faveur d'une finance verte et durable, le programme pilote de soutien au renforcement des capacités en matière de finance verte et durable, le programme de soutien au financement de la validation de principe de technologies financières vertes et durables.

⁶⁵ Site web de la HKEX: https://www.hkex.com.hk/Listing/Sustainability/ESG-Academy/ESG-in-Practice/Climate-Change?sc_lang=en.

⁶⁶ Indice mondial de l'innovation (GII) 2025 de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).
<https://www.wipo.int/fr/web/global-innovation-index/>

⁶⁷ Communiqués de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong:
<https://www.info.gov.hk/gia/general/202510/31/P2025103100638.htm>.

⁶⁸ Communiqués de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong:
<https://www.info.gov.hk/gia/general/202512/22/P2025122200201.htm>.

⁶⁹ Communiqué de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong:
https://www.news.gov.hk/eng/2025/12/20251210/20251210_144222_520.html.

⁷⁰ Communiqués de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong:
<https://www.info.gov.hk/gia/general/202512/18/P2025121800500.htm>.

construction. Le gouvernement a annoncé la création d'un institut de recherche et de développement dans le domaine de l'IA⁷¹. La recherche et l'innovation dans le domaine de l'IA seront davantage encouragées au moyen d'un programme de soutien à la recherche sur les technologies d'avant-garde (lancé en septembre 2025)⁷²; ainsi que dans le cadre du programme de recherche InnoHK et d'un centre de supercalcul consacré à l'IA (lancé en décembre 2024). Le gouvernement a également investi directement dans des entreprises d'IA, par l'intermédiaire de la Hong Kong Investment Corporation Limited. Selon le gouvernement, les mécanismes qui permettent la circulation transfrontière de données de Chine continentale vers le Hong Kong Park contribueront également au déploiement de l'IA. Hong Kong développe, par ailleurs, l'**économie de basse altitude** et les **technologies aérospatiales**, en lançant des projets pilotes de bac à sable réglementaire, en mettant à disposition des financements et en procédant à des modifications législatives ainsi qu'en organisant des événements⁷³. Il a été annoncé dans le discours de politique générale la publication d'un plan d'action pour une économie de basse altitude et, en décembre, un fonctionnaire de Hong Kong a annoncé l'objectif de mettre en service des drones de transport de passagers d'ici deux à trois ans⁷⁴.

En ce qui concerne le renforcement du rôle de Hong Kong en tant que **centre juridique et de règlement des litiges**, le discours de politique générale a annoncé une coopération avec l'Organisation internationale pour la médiation (IOMed), qui a été créée à Hong Kong au cours de l'année et qui y a son siège (le projet comprend également la construction du Hong Kong international legal service building, qui sera adjacent au siège de l'IOMed). Le gouvernement renforcera également l'accréditation de la profession de médiateur et étudiera la nécessité de modifier l'ordonnance sur l'arbitrage (Arbitration Ordinance). En décembre 2025, le gouvernement a annoncé que l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT), dont le siège est à Rome, avait décidé d'établir son bureau de liaison Asie-Pacifique à Hong Kong⁷⁵.

Les **secteurs de la culture, du sport et du tourisme** feront l'objet d'une promotion accrue, qui se traduira notamment par l'accueil de grandes manifestations, le développement des échanges culturels et la consolidation de la position de Hong Kong en tant que centre du commerce de l'art. Le gouvernement ambitionne d'attirer de nouveaux visiteurs, provenant notamment du Moyen-Orient et de l'ASEAN, afin de développer une «économie du yachting» et un tourisme de croisière. Le parc sportif Kai Tak — un grand stade — a été inauguré au cours de l'année.

Le gouvernement continuera également à **cultiver les talents locaux et à attirer des talents de Chine continentale et de l'étranger**. Hong Kong poursuivra son développement en tant que centre international d'éducation et de recherche, notamment en attirant des chercheurs, des

⁷¹ Communiqués de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong: <https://www.info.gov.hk/gia/general/202510/15/P2025101500264.htm>.

⁷² Communiqués de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong: <https://www.info.gov.hk/gia/general/202509/26/P2025092500877.htm>.

⁷³ Communiqués de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong: https://www.news.gov.hk/eng/2025/03/20250320/20250320_141320_260.html, https://www.news.gov.hk/eng/2025/08/20250825/20250825_171443_511.html, https://www.news.gov.hk/eng/2025/10/20251027/20251027_111022_326.html, https://www.news.gov.hk/eng/2025/07/20250717/20250717_173355_831.html, https://www.news.gov.hk/eng/2025/10/20251009/20251009_174638_112.html.

⁷⁴ Article du South China Morning Post: <https://www.scmp.com/news/hong-kong/hong-kong-economy/article/3336372/hong-kong-aims-launch-passenger-carrying-drones-2-3-years>.

⁷⁵ Communiqué de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong: https://www.news.gov.hk/eng/2025/12/20251224/20251224_103202_383.html.

enseignants et des étudiants, en encourageant la mobilité des talents, les échanges éducatifs et les coopérations entre les universités et les industries. En 2025, Hong Kong comptait cinq universités dans le top 100 mondial. Le gouvernement soutiendra également le développement d'écoles internationales et continuera d'étudier la reconnaissance mutuelle de diplômes de niveau inférieur au premier cycle universitaire («sub-degrees») entre Hong Kong et la Chine continentale.

Il a été annoncé dans le discours de politique générale des initiatives visant à **soutenir les petites et moyennes entreprises (PME)**, y compris par une aide financière, en contribuant à leur transformation numérique et en les aidant à explorer les marchés étrangers. Des mesures visent également à **améliorer la situation en matière de logement**, notamment en fixant des objectifs tels que la construction de 189 000 logements sociaux, la réduction à 4,5 ans du délai d'attente pour obtenir un logement locatif subventionné, ainsi que l'augmentation de l'offre de logements privés, tout en améliorant la réglementation des 110 000 logements subdivisés de la ville. Le discours de politique générale annonce également des initiatives visant à relever les défis liés au **vieillessement de la population** de Hong Kong et à **favoriser la fertilité**.

En ce qui concerne les **politiques environnementales et climatiques**, le discours de politique générale a réaffirmé l'objectif de Hong Kong de parvenir à la neutralité carbone d'ici à 2050. Y étaient annoncées des initiatives et des politiques destinées à développer la mobilité et les énergies vertes, dont la filière des carburants d'aviation durables et les installations de mélange; à promouvoir davantage le recours à l'hydrogène (le discours de politique générale mentionne 28 projets pilotes en cours), à élaborer une norme de certification pour l'hydrogène, et à créer un corridor de l'hydrogène dans la région de la Grande baie; à poursuivre le déploiement de bornes de recharge rapide pour véhicules électriques et à construire à Hong Kong la première installation à grande échelle de recyclage des batteries de véhicules électriques; ainsi qu'à étendre les systèmes de transport collectif (y compris le métro). Une nouvelle centrale de valorisation énergétique des déchets était en construction pendant l'année. Le gouvernement a annoncé la création d'un centre de formation au développement vert et durable dans le cadre de l'initiative «Une ceinture, une route», chargé de dispenser des formations aux pays associés à cette initiative. Le 31 décembre, le gouvernement a publié la stratégie et le plan d'action de Hong Kong en faveur de la biodiversité à l'horizon 2035⁷⁶.

Politique commerciale

Hong Kong est lié par **neuf accords de libre-échange**: un avec la Chine continentale (l'accord de partenariat économique avec la Chine ou accord CEPA, entré en vigueur en juin 2003 et renforcé par la suite); un avec la Nouvelle-Zélande (mars 2010); un avec les États membres de l'Association européenne de libre-échange (juin 2011); un avec le Chili (septembre 2012); un avec Macao (octobre 2017); un avec l'ASEAN (novembre 2017); un avec la Géorgie (juin 2018); un avec l'Australie (mars 2019) et un avec le Pérou (novembre 2024).

Fin 2025, Hong Kong avait conclu **23 accords de promotion et de protection des investissements (APPI)** avec des économies étrangères (y compris avec 10 États membres de l'UE). L'accord de ce type le plus récent a été signé en 2024 avec Bahreïn et est entré en vigueur en mars 2025. Un APPI a été signé en 2023 avec la Turquie, mais à la fin de 2025, son entrée en vigueur était toujours en suspens. Les négociations d'APPI avec les Maldives et le Myanmar/la Birmanie ont été menées à bien; les accords sont à présent en attente de signature.

⁷⁶ Communiqués de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong:
https://www.news.gov.hk/eng/2025/12/20251231/20251231_123058_774.html.

Le site web du département du commerce et de l'industrie de Hong Kong répertorie également les APPI avec le Bangladesh, l'Égypte, le Pérou, le Qatar, la Russie et l'Arabie saoudite, qui sont au stade des consultations ou sont en cours de négociation.

En septembre 2025, Hong Kong et la Jordanie ont signé un accord visant à éviter la double imposition, tandis que des accords similaires avec l'Arménie et Bahreïn sont entrés en vigueur, respectivement, en avril 2025 et en mars 2025.

Dans son discours de politique générale, le chef de l'exécutif a déclaré que Hong Kong continuerait de chercher à adhérer rapidement au **partenariat économique régional global**, qui compte 15 pays de la région Asie-Pacifique. Hong Kong avait présenté sa demande d'adhésion début 2022, mais il n'avait pas encore adhéré au partenariat à la fin de 2025.

Hong Kong compte **15 bureaux économiques et commerciaux (BEC)** à l'étranger: à Berlin, Bruxelles, Genève, Londres, Bangkok, Jakarta, Kuala Lumpur, Singapour, Sydney, Tokyo, Dubaï, New York, San Francisco, Toronto et Washington DC. Le BEC de Kuala Lumpur a commencé ses activités en décembre 2025. Dans son discours de politique générale, le chef de l'exécutif a déclaré que Hong Kong chercherait à ouvrir d'autres BEC en Amérique latine et en Asie centrale.

Intégration économique avec la Chine continentale

L'**accord de partenariat économique renforcé entre la Chine continentale et Hong Kong (CEPA)** prévoit des droits de douane nuls sur les marchandises importées originaires de Hong Kong et exportées vers la Chine continentale (conformément aux règles d'origine du CEPA), ainsi qu'un traitement préférentiel accordé aux prestataires de services de Hong Kong (HKSS) dans plusieurs secteurs de services en Chine continentale, tout comme des mesures de protection des investissements.

En ce qui concerne **l'intégration financière et l'accès mutuel**, Hong Kong et la Chine continentale mettent en œuvre plusieurs régimes et mécanismes qui offrent à Hong Kong une connectivité sans précédent au marché des capitaux chinois et renforcent son rôle de centre financier. Le système «Stock Connect» relie les bourses de Hong Kong, de Shanghai et de Shenzhen. Le «Bond Connect» est un système d'accès mutuel aux marchés obligataires de Hong Kong et de Chine continentale. Le programme transfrontière de gestion de patrimoine («Wealth Management Connect» — WMC) dans la région de la Grande baie de Guangdong-Hong Kong-Macao, permet aux résidents de Chine continentale, de Hong Kong et de Macao éligibles d'investir dans des produits de gestion de patrimoine sur les marchés respectifs des autres parties. Swap Connect est un programme d'accès mutuel aux marchés des produits dérivés qui permet aux investisseurs de Hong Kong de négocier et de compenser des swaps de taux d'intérêt en CNY sur le marché onshore, sans modifier leurs pratiques actuelles en matière de négociation et de règlement. Au cours de l'année, le «Swap Connect»⁷⁷, le «Bond Connect»⁷⁸ et le WMC transfrontière⁷⁹ ont été développés. Dans son discours de politique

⁷⁷ Communiqué de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong:

https://www.news.gov.hk/eng/2025/09/20250925/20250925_171614_881.html.

Communiqué de presse de la HKMA:

<https://www.hkma.gov.hk/eng/news-and-media/press-releases/2025/05/20250515-7/>.

⁷⁸ Communiqué de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong:

<https://www.info.gov.hk/gia/general/202507/08/P2025070800606.htm>.

⁷⁹ Circulaire de la SFC: <https://apps.sfc.hk/edistributionWeb/gateway/EN/circular/intermediaries/supervision/doc?refNo=25EC60>.

Circulaire de la HKMA:

générale, le chef de l'exécutif a déclaré que le gouvernement poursuivrait l'inclusion d'un comptoir de négociation en CNY dans le cadre du volet sud du programme Stock Connect. La HKMA et la Banque populaire de Chine ont ouvert en juin une nouvelle passerelle de paiement («payment connect»). En septembre, la Banque populaire de Chine a annoncé son soutien à un approfondissement de l'accès mutuel entre les marchés financiers de la Chine continentale et de Hong Kong⁸⁰.

En ce qui concerne la **région de la Grande baie**, le chef de l'exécutif a déclaré dans son discours de politique générale que Hong Kong continuerait de renforcer de manière proactive la coopération mutuellement bénéfique au sein de cette région afin d'améliorer la circulation des personnes, des marchandises, des données et des capitaux. Il a annoncé que le parc logistique de l'aéroport international de Hong Kong (HKIA) qui se trouve dans la ville de Dongguan, située dans la province de Guangdong, et dont l'objectif est de faciliter les exportations de fret en provenance de Chine continentale serait encore développé. Il a également mis l'accent sur la coopération médicale transfrontière, notamment en soutenant les essais cliniques⁸¹ et la normalisation des données cliniques, l'innovation et le développement de la chaîne industrielle. Au cours de l'année, le gouvernement de Hong Kong a poursuivi le développement des liaisons ferroviaires transfrontalières⁸², a encore simplifié les formalités transfrontalières pour les voitures⁸³ et a encouragé la mobilité professionnelle des jeunes⁸⁴. En ce qui concerne les services financiers et juridiques, le discours de politique générale a annoncé des orientations pour une meilleure collecte transfrontière d'informations sur les antécédents en matière de crédits⁸⁵, pour la poursuite du développement des échanges de matières premières et de carbone avec la région de la Grande baie, pour l'amélioration de la passerelle de paiement («payment connect»), et pour la promotion de l'arbitrage commercial dans la région de la Grande baie⁸⁶.

III. Relations entre Hong Kong et la Chine continentale

Le 20^e Comité central du Parti communiste chinois a organisé sa quatrième session plénière du 20 au 23 octobre. La réunion a principalement porté sur l'élaboration du 15^e plan quinquennal de la Chine, qui orientera le développement du pays de 2026 à 2030. Dans les «Recommandations du Comité central du Parti communiste chinois relatives à l'élaboration du 15^e plan quinquennal pour le développement économique et social national» publiées le 28 octobre, le Parti s'est engagé à soutenir «la prospérité et la stabilité à long terme» de Hong Kong et de Macao.

Le 23 octobre, le chef de l'exécutif de Hong Kong a souligné que «Hong Kong définirait ses points forts, se concentrerait sur ces derniers et les intégrerait dans le plan de développement

<https://brdr.hkma.gov.hk/eng/doc-ldg/docId/getPdf/20250321-1-EN/20250321-1-EN.pdf>.

⁸⁰ Communiqué de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong: <https://www.info.gov.hk/gia/general/202509/25/P2025092501054.htm>.

⁸¹ Communiqué de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong: <https://www.info.gov.hk/gia/general/202512/22/P2025122200201.htm>.

⁸² Communiqué de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong: <https://www.info.gov.hk/gia/general/202510/31/P2025103100322.htm>.

⁸³ Communiqué de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong: https://www.news.gov.hk/eng/2025/10/20251031/20251031_123417_912.html.

⁸⁴ <https://www.youth.gov.hk/en/career-study/stories/194716ec-9c49-4b6e-93f7-705eeb736e55>

⁸⁵ Circulaire de la HKMA:

<https://brdr.hkma.gov.hk/eng/doc-ldg/docId/getPdf/20251009-2-EN/20251009-2-EN.pdf>.

⁸⁶ Communiqué de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong: <https://www.info.gov.hk/gia/general/202512/09/P2025120900687p.htm>.

du pays, s'emploierait de manière proactive à se mettre en concordance avec les chapitres consacrés à Hong Kong et à Macao dans le 15^e plan quinquennal, saisiserait les perspectives importantes offertes par le développement du pays et exploiterait ses propres atouts uniques pour contribuer au développement du pays».

Une délégation composée du président de l'Académie chinoise des sciences et du directeur adjoint du bureau de la commission centrale des affaires financières et économiques, qui est également directeur adjoint du bureau du groupe central chef de file pour les affaires rurales du Parti communiste chinois, était en déplacement à Hong Kong les 24 et 25 novembre pour discuter du 15^e plan quinquennal et de ses implications pour Hong Kong.

Le directeur du bureau des affaires de Hong Kong et de Macao, qui relève du comité central du Parti communiste chinois (PCC), également directeur du Conseil des affaires de l'État de la République populaire de Chine, était en déplacement à Hong Kong du 18 au 22 juin. Il a insisté sur le développement économique de la ville, en particulier sur le projet de métropole du Nord. Le directeur a également prononcé un discours le 21 juin lors d'un forum organisé à l'occasion du cinquième anniversaire de la loi sur la sécurité nationale, dans lequel il a insisté sur l'importance de persévérer dans les efforts visant à préserver la sécurité nationale.

Le 24 juin, le chef de l'exécutif de Hong Kong, rappelant les propos du directeur, a mis en garde contre la persistance d'une «résistance douce». Dans le cadre d'une approche pangouvernementale, les 18 secrétaires du gouvernement et sept dirigeants des forces de l'ordre, dont la police, les douanes et les pompiers, ont emboîté le pas et ont publiquement mis en avant les efforts déployés pour préserver la sécurité nationale lors d'entretiens aux médias ou dans des publications sur les réseaux sociaux.

Du 8 au 10 février, le directeur du bureau des affaires de Hong Kong et de Macao s'est rendu dans la ville chinoise voisine de Shenzhen. Le 9 février, il a tenu une réunion avec des fonctionnaires de Hong Kong sur la poursuite de l'intégration de la région de la Grande baie.

Le 11 février, Eric Chan, alors chef de l'exécutif faisant fonction de Hong Kong, a insisté sur les «instructions très claires» que le directeur avait données quant à la manière dont Hong Kong devrait s'aligner sur les stratégies nationales en matière d'évolution économique et financière, en particulier quant à la manière de s'intégrer à la Chine continentale «le plus rapidement possible».

Le 30 mai, le Conseil des affaires d'État de la Chine a, en remplacement de Zheng Yanxiong, nommé Zhou Ji, ancien directeur exécutif adjoint du bureau des affaires de Hong Kong et de Macao du comité central du PCC, nouveau directeur du bureau de liaison du gouvernement central dans la ville et conseiller à la sécurité nationale auprès du comité de la ville pour la sauvegarde de la sécurité nationale.

Le 14 juillet, Pékin a nommé Xu Qifang, ancien directeur adjoint du département «Organisation» du comité central du PCC, pour succéder à Zhou à la tête du bureau des affaires de Hong Kong et de Macao.

Le 31 décembre, le directeur adjoint du bureau de liaison Qi Bin a été remplacé par Zhang Yong, qui était auparavant vice-président exécutif de la China COSCO Shipping Corporation.

Le chef de l'exécutif de Hong Kong a dirigé une délégation de 360 personnes venues de Hong Kong pour assister au défilé militaire qui a eu lieu à Pékin le 3 septembre en commémoration de la victoire de la Chine sur le Japon pendant la Seconde Guerre mondiale.

Entre les 3 et 7 juillet, le porte-avions chinois «Shandong» a fait escale à Hong Kong. La flotte comprenait les destroyers lance-missiles «Yan'an» et «Zhanjiang», ainsi que la frégate lance-missiles «Yuncheng». Pendant cette escale de cinq jours, plus de 30 000 personnes ont pu embarquer à bord des bâtiments navals Shandong, Zhanjiang et Yuncheng pour les visiter.

Les 15^e Jeux nationaux et les 12^e Jeux paralympiques nationaux ainsi que les neuvièmes Jeux olympiques spéciaux nationaux ont été coorganisés par la province de Guangdong, Hong Kong et Macao, respectivement en novembre et décembre 2025. C'est la première fois que les jeux nationaux étaient coorganisés par des entités de la région de la Grande baie.

Depuis le 23 décembre, les automobilistes du Guangdong sont autorisés à se rendre à Hong Kong en voiture en vertu du nouveau programme intitulé «Southbound Travel for Guangdong Vehicles» («Véhicules du Guangdong vers le Sud»). L'initiative a débuté avec 100 véhicules par jour pour un séjour maximal de trois jours par véhicule immatriculé dans le Guangdong.

Premier partenaire commercial de Hong Kong en ce qui concerne les marchandises, la Chine continentale a représenté 51,4 % des échanges totaux de Hong Kong en 2025. Quant à Hong Kong, il est une plaque tournante majeure du commerce pour la Chine continentale et a été, en 2025, le troisième partenaire commercial de la Chine.

Hong Kong est **le principal centre financier offshore et le principal pôle d'investissement pour la Chine continentale**. En 2024 (dernière année pour laquelle des données sont disponibles), la Chine continentale était la principale source d'investissements directs étrangers (IDE) entrants à Hong Kong, sans compter les centres offshore, et la première destination des IDE de Hong Kong à l'étranger, représentant 33 % du stock d'IDE entrants et 52 % du stock total d'IDE sortants⁸⁷. Hong Kong, quant à lui, est la principale source d'IDE en Chine continentale et la première destination des IDE de la Chine continentale à l'étranger, puisqu'il représente 56,8 % des IDE entrants de la Chine et 61,2 % de ses IDE sortants (données de 2024)⁸⁸. Fin décembre 2025, 1 552 entreprises de Chine continentale étaient cotées à la bourse de Hong Kong, ce qui représente 79,3 % de la capitalisation boursière totale.

IV. Relations bilatérales et coopération UE-Hong Kong

En 2025, le bureau de l'Union européenne à Hong Kong a régulièrement tenu des réunions avec les autorités de Hong Kong, notamment avec le chef de l'exécutif, au cours desquelles il a abordé des questions présentant un intérêt bilatéral et a fait part de ses préoccupations concernant l'érosion de la démocratie et des droits de l'homme à Hong Kong ainsi que la mise en œuvre de la loi sur la sécurité nationale. Il a également été fréquemment en contact avec le bureau du commissaire du ministère chinois des affaires étrangères. Le bureau de l'Union européenne a également entretenu des contacts avec de hauts fonctionnaires du gouvernement de Hong Kong, ainsi qu'avec des acteurs locaux de premier plan du monde des affaires, sur des

⁸⁷ Rapport sur les statistiques en matière d'investissements directs étrangers de Hong Kong (édition 2024), <https://www.censtatd.gov.hk/en/wbr.html?ecode=B10400032024AN24&scode=260>.

⁸⁸ Conseil pour le développement commercial de Hong Kong: <https://research.hktdc.com/en/article/MzIwNjcyMDYx>.

dossiers revêtant de l'importance pour le commerce, les affaires, les services financiers et d'autres questions d'ordre économique.

En 2025, le bureau de l'Union européenne a facilité et soutenu les déplacements de fonctionnaires de l'Union à Hong Kong. En janvier, Philip Lane, économiste en chef et membre du directoire de la Banque centrale européenne, s'est rendu à Hong Kong, où il a assisté à plusieurs événements. En juillet, Karen Braun-Munzinger, membre du Conseil de résolution unique, a rencontré des représentants de l'industrie ainsi que des représentants de la HKMA et de la SFC. En septembre, M. Siegfried Ruhl, conseiller hors classe, et M^{me} Lara Pavanello, cheffe d'équipe — Relations avec les investisseurs et gestion du réseau des spécialistes en valeurs du Trésor — à la direction générale du budget de la Commission européenne, ont rencontré des représentants de la HKMA et d'établissements de services financiers. Des fonctionnaires chargés du commerce et des services financiers au sein de la délégation de l'UE auprès de la République populaire de Chine à Pékin se sont également rendus à Hong Kong et y ont rencontré des acteurs locaux. À leur tour, un certain nombre de fonctionnaires de Hong Kong se sont rendus en 2025 dans des États membres de l'UE.

Conformément aux conclusions du Conseil de juillet 2020 sur Hong Kong, le bureau de l'Union à Hong Kong et les consulats généraux des États membres de l'Union à Hong Kong ont continué d'y suivre les procès intentés contre des militants prodémocratie à Hong Kong et y ont assisté à plus de 50 procès en qualité d'observateurs en 2025.

En 2025, le bureau de l'Union européenne a continué d'organiser des manifestations culturelles visant à promouvoir le respect des droits de l'homme. En décembre 2025, le bureau de l'Union européenne a coorganisé le prix artistique «Couleurs de l'humanité» décerné chaque année, anciennement appelé «prix artistique des droits de l'homme de Hong Kong». Il a également continué de coorganiser l'édition annuelle du «festival du film documentaire UE-Asie» de Hong Kong afin de mettre en lumière les inégalités sociales.

En étroite coordination avec la communauté ukrainienne de Hong Kong, le bureau de l'Union européenne a organisé, le 24 février, une exposition de photos à l'occasion du troisième anniversaire de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Afin de sensibiliser davantage Hong Kong à la guerre d'agression menée actuellement par la Russie contre l'Ukraine, le bureau de l'Union européenne a présenté des productions en lien avec ce sujet lors du festival du film de l'UE à Hong Kong et du festival du film documentaire UE-Asie.

Afin d'exprimer l'attachement de l'Union européenne aux principes d'égalité et de non-discrimination ainsi que son soutien aux droits des personnes LGBTIQ+, le bureau de l'Union européenne a aidé les États membres à organiser des projections de films et des tables rondes afin de réunir la société civile, les décideurs politiques et le corps consulaire. En 2025, le bureau de l'Union européenne a de nouveau participé à l'édition annuelle de la marche des fiertés («Pride Bazaar»).

Le bureau de l'Union européenne a entretenu des contacts réguliers avec des groupes de la société civile à Hong Kong qui travaillent sur toute une série de sujets, dont les droits des prisonniers et la situation des travailleurs domestiques étrangers.

Le bureau de l'Union européenne a organisé plusieurs événements pendant l'année dans le cadre du mécanisme de concertation et de diplomatie publique pour Hong Kong et Macao. La quatrième édition de «Green Way» a été organisée en juin, en collaboration avec

les partenaires locaux du bureau de l'Union européenne. «Green Way» est un événement phare qui vise à promouvoir, d'une part, les échanges d'idées ainsi que de solutions mises au point par les entreprises et, d'autre part, les politiques de l'UE sur les moyens les plus efficaces de décarboner nos économies. L'événement a rassemblé quelque 200 participants et a été marqué par la participation de représentants au plus haut niveau du gouvernement (l'événement ayant été inauguré par le chef de l'exécutif John Lee et par le chef du bureau de l'Union, Harvey Rouse) et de l'industrie. Des recommandations ont été formulées pour permettre une participation accrue de l'industrie de l'UE et un recours plus généralisé aux normes de l'UE à l'appui du programme environnemental de Hong Kong.

Selon l'enquête annuelle relative aux sociétés étrangères réalisée par le bureau du recensement et des statistiques de Hong Kong, **l'Union européenne a continué, en 2025, à rassembler la plus grande communauté d'entreprises étrangères non chinoises dans la ville**, devant le Japon, les États-Unis et le Royaume-Uni⁸⁹. Au moins 1 770 sociétés de l'Union européenne étaient actives à Hong Kong en 2025 et environ la moitié d'entre elles (850) y avaient établi leur siège régional ou des bureaux régionaux. Les entreprises de l'Union européenne étaient présentes dans de multiples secteurs, notamment les services financiers et les services aux entreprises, le commerce et la logistique, la vente au détail, la restauration, le bâtiment, l'ingénierie et la gestion des déchets. L'enquête a montré que le nombre d'entreprises de l'Union européenne enregistrées était supérieur de 7,9 % à celui de 2024 et de 10,4 % à celui de 2019 (niveaux antérieurs à la COVID-19 et à la loi sur la sécurité nationale). Toutefois, l'enquête montre également que le nombre d'entreprises de l'Union européenne ayant un siège régional et des bureaux régionaux à Hong Kong reste inférieur aux niveaux de 2019 (-6,2 % en 2025 par rapport à 2019) et que les entreprises de l'Union européenne sont de plus petite taille en moyenne (avec 37,3 membres du personnel en moyenne par entreprise en 2025, soit une diminution de 12,6 % par rapport à 2024 et de 24,3 % par rapport à 2019).

En 2025, **les échanges bilatéraux de marchandises entre l'Union européenne et Hong Kong se sont élevés à 27,7 milliards d'EUR**, soit une diminution de 1,8 % par rapport à 2024. Les exportations de marchandises de l'Union vers Hong Kong se sont chiffrées à 23,3 milliards d'EUR, contre 4,4 milliards d'EUR pour les importations de Hong Kong vers l'Union, ce qui représente un **excédent de 18,9 milliards d'EUR** en faveur de l'Union. En 2025, **l'Union européenne a été le sixième partenaire commercial de Hong Kong en ce qui concerne les marchandises**, après la Chine continentale, Taïwan, les États-Unis, le Viêt Nam et Singapour. Hong Kong est resté une importante plaque tournante pour le commerce entre la Chine continentale et l'Union européenne.

En 2025, les échanges commerciaux entre Hong Kong et l'UE se sont concentrés sur quelques catégories de produits, en particulier l'électronique, les machines industrielles, les produits de luxe et les instruments de précision. Les exportations de Hong Kong vers l'UE ont été principalement alimentées par les machines électriques et les équipements mécaniques, lesquels ont enregistré une forte croissance, respectivement, de 17 % et de 62 %. Les instruments optiques et médicaux ont également augmenté de 17 %. Par ailleurs, les exportations de bijoux et de métaux précieux ont fortement diminué (-21 %), alors que celles d'œuvres d'art et d'antiquités ont augmenté de 169 %. Du côté des importations, Hong Kong a continué de dépendre de l'UE pour les produits manufacturés haut de gamme et de luxe. Les importations de machines électriques et de bijoux ont connu une croissance modeste de,

⁸⁹ Rapport sur l'enquête annuelle auprès des sociétés établies à Hong Kong dont les sociétés mères sont établies en dehors de Hong Kong (édition 2025):

<https://www.censtatd.gov.hk/en/EIndexbySubject.html?scode=360&pcode=B1110004&r=en>.

respectivement, 1 % et 3 %, tandis que les importations de machines, d'articles en cuir et d'instruments optiques et médicaux ont connu une diminution de l'ordre de 2 % à 5 %.

L'Union européenne était le **quatrième** partenaire commercial de Hong Kong dans le secteur des services en 2023 (selon le bureau du recensement et des statistiques de Hong Kong, 2023 ayant été la dernière année complète pour laquelle des données de Hong Kong étaient disponibles au moment de la rédaction du présent rapport). En 2024, Hong Kong a été le **10^e partenaire** de l'UE pour le commerce des services (Eurostat). Selon les données d'Eurostat, le commerce de services de l'UE avec Hong Kong a totalisé 48,6 milliards d'EUR en 2024, soit une augmentation de 25,5 % en glissement annuel. Les exportations de services de l'UE vers Hong Kong en 2024 ont représenté 33,7 milliards d'EUR, contre 15,0 milliards d'EUR pour les importations en provenance de Hong Kong, soit un excédent de 18,7 milliards d'EUR en faveur de l'UE. Les principaux services échangés sont des services de transports et de télécommunications, des services informatiques et d'information, ainsi que des services financiers et d'autres services aux entreprises.

En 2024, l'UE était, à l'échelle mondiale, le sixième investisseur à Hong Kong et la sixième destination des IDE de Hong Kong (statistiques de Hong Kong; 2024 était la dernière année pour laquelle des données étaient disponibles au moment de la rédaction du présent rapport). Selon Eurostat, **Hong Kong a été la neuvième source de stocks d'IDE dans l'Union en 2024** (sans compter les centres offshore), d'une valeur de 114,3 milliards d'EUR (soit une baisse de 28,6 % en glissement annuel), et la 14^e destination des stocks d'IDE de l'Union, avec 93,0 milliards d'EUR (+12,2 % en glissement annuel).

En décembre 2024, le Conseil de l'Union européenne a modifié la décision 2014/145/PESC concernant des mesures restrictives eu égard aux actions compromettant ou menaçant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine, ainsi que la décision 2014/512/PESC concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine. L'une des conséquences de cette modification a été l'ajout d'entités de Hong Kong à la liste figurant à l'annexe de la décision 2014/145/PESC et aux annexes de la décision 2014/512/PESC. En outre, l'UE a inscrit sur la liste plusieurs navires dont la propriété ou la gestion relève de Hong Kong et qu'elle considère comme faisant partie de la flotte fantôme russe.